

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES FRANCE

Société Anonyme au capital de 163.000.000 €.  
Siège Social : ZAC du Cornouiller, 9, rue de Chaponval 78870 Bailly.  
304 974 249 R.C.S. Versailles.

#### A. — Rapport de gestion du conseil d'administration à l'assemblée générale mixte du 30 mai 2008.

Messieurs,

Nous vous avons réunis ce jour en Assemblée Générale Mixte afin de soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ainsi que l'affectation du résultat que nous vous proposerons, après vous avoir rendu compte de l'activité de notre Société au cours dudit exercice. Afin de vous donner une meilleure connaissance de la vie de notre Société au cours du dernier exercice, nous avons rédigé le présent rapport lors de la séance du Conseil d'Administration en date du 5 mai 2008.

Le rapport général de nos commissaires aux comptes, les Sociétés KPMG SA et PRESENCE AUDIT & CONSEIL, leur rapport spécial ainsi que les rapports du Conseil d'Administration, les comptes annuels, le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la réduction de capital envisagée et les autres renseignements s'y rapportant, et d'une manière générale, tous les documents prévus par la législation et la réglementation en vigueur ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur. A l'issue de la lecture du présent rapport de gestion, il vous sera donné lecture des rapports de nos Commissaires aux comptes, qui vous permettront également de compléter votre information.

#### I. — Évolution des affaires et activité de la société au cours de l'exercice écoulé.

Présentation de l'établissement :

Chiffres clés au 31 décembre 2007 (Normes IFRS Daimler) :

	2007	2006	Evolution
Montant total du portefeuille	1 803 Mio €	1 713 Mio €	5,20 %
Encours client productif (hors FSD)	1 502 Mio €	1 410 Mio €	6,52 %
Marge commerciale à la production	3,86 %	3,75 %	11 pdb
Marge moyenne sur encours productif (hors FSD)	3,76 %	4,00 %	-24 pdb
Coût de refinancement moyen	3,91 %	3,49 %	42 pdb
Portefeuille douteux*	34,85 Mio €	67,76 Mio €	NS
Coût du risque	5,74 Mio €	6,71 Mio €	-14,46 %
Résultat avant impôt	(**) 13,30 Mio €	21,21 Mio €	NS
Roe (Return On Equity) hors exceptionnels	17,70 %	18,06 %	-36 pdb
Effectif (en nombre)	191	191	0

Source : Contrôle de Gestion MBFS

(\*) En 2007, la comptabilisation des encours douteux a été modifiée afin de mieux refléter la réalité économique. Avec l'ancienne méthode, le portefeuille d'encours douteux s'élèverait à 70.6 Mio €.

(\*\*) Ce résultat comprend 11,1 ME d'éléments exceptionnels. Le résultat courant s'élève à 24,4ME. Il est en hausse de 15%.

Evolution de l'activité en 2007. — En 2007, le marché automobile français a affiché une hausse de 3,9 % après une baisse de 2,3 % en 2006. Les immatriculations de Véhicules Particuliers (VP) ont augmenté de 3,2 % à 2 064 543 unités ; celles de Véhicules Industriels (VI) sont en baisse de 1,0 % à 52 319 unités tandis que celles de Véhicules Utilitaires Légers (VUL) ont progressé de 11,2 % avec 245 274 unités.

Le Groupe DaimlerChrysler France (DCF), représentant les marques Mercedes-Benz, Chrysler, Jeep®, Dodge, Smart, Setra et Mitsubishi Fuso, est présent sur tous les secteurs du marché automobile. Au total, 114 312 véhicules des marques du Groupe ont été immatriculés en 2007, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à l'année précédente.

Les gammes Chrysler VP et Mercedes-Benz VUL connaissent les plus fortes hausses (respectivement +20.6 % et +17.3 %). Les ventes VP ont enregistré une augmentation de 3.7 %, toutes marques confondues. Cette croissance est soutenue tout d'abord par la marque Chrysler/Jeep®/Dodge (CJD) qui a été très active en France en 2007 avec le lancement de 7 nouveaux modèles, et notamment, sur de nouveaux segments de clientèle. Ensuite, la gamme VUL a été portée par la bonne santé du secteur du bâtiment. Enfin, les immatriculations de la marque Mercedes Benz étaient bien orientées (hausse de 5.0 % en 2007 à 61 629 unités) avec une fin d'année record en raison de l'anticipation des clients sur la mise en place des « bonus-malus » au 1er janvier 2008. Ces performances ont permis de compenser la baisse des ventes smart (-20.0 %) liée à la réduction de la gamme en 2006 (arrêt des smart Forfour et Roadster) et à l'attente du nouveau modèle Fortwo.

Dans ce contexte, le Groupe Mercedes-Benz Financial Services France (MBFS France) a maintenu son rôle de partenaire financier principal de toutes les marques du réseau DaimlerChrysler.

La pénétration globale s'est réduite de 28.9% à 25.2 % en raison de la diminution des taux de pénétration des gammes smart et Bus. Avec 29 714 dossiers véhicules neufs (35 965 en incluant les financements de véhicules d'occasion), MBFS France a financé en 2007 plus d'un matériel neuf sur quatre vendus par le réseau.

Quelques chiffres complémentaires de l'activité de MBFS France en 2007 :

La production a augmenté de 3.5 % pour passer de 931.6 Mio € en 2006 à 964.5 Mio € en 2007. Le nombre de dossiers MBFS France a progressé de 1.4 % pour atteindre 35 965 dossiers en 2007 contre 35 472 en 2006. A noter que la croissance est plus forte en montant qu'en nombre de dossiers ; cela s'explique par une augmentation du ticket moyen financé (baisse du nombre de dossiers smart et augmentation du nombre de dossiers MB, CJD et VUL).

Les financements Mercedes-Benz VP continuent leur progression avec +5.7 % en valeur à 515.2 Mio € et +5.5 % en unités avec 19 589 dossiers. Ils compensent la stagnation des financements de la marque Chrysler/Jeep®/Dodge (+1.2 % en valeur à 101.5 Mio €) et la baisse des financements smart (-24.8 % en valeur à 43.1 Mio € et -23.5 % en unités à 4 310 dossiers) qui souffrent de l'évolution des ventes du constructeur.

Les financements ont fortement augmenté pour les VUL (+19.6 % en unités à 5 876 dossiers d'un montant total de 139.1 Mio €) tandis que ceux des Bus sont à la peine en raison de la perte d'un client important (-48.3 % en unités à 76 dossiers d'un montant total de 11.8 Mio €).

En valeur, la répartition de la production (hors véhicules de démonstration) a continué de progresser en faveur des professionnels :

— 66.6 % pour les financements aux professionnels contre 61.3 % en 2006

— 33.4 % pour les financements aux particuliers contre 38.7 % en 2006

L'activité de MBFS France (hors véhicules de démonstration) porte principalement sur des financements locatifs (81.9 % en 2007 contre 81.3 % un an plus tôt), au détriment des financements en crédit (18.0 % contre 18.7 %).

En 2007, le mois de décembre restera un mois record pour la société avec une production, en unités, de 4 140 dossiers financés pour un montant global de 118.7 Mio € qui s'explique par l'effet « bonus-malus ».

En 2007, MBFS France a poursuivi le développement du Financement des Stocks Distributeurs (FSD) au sein du réseau DaimlerChrysler, auprès des distributeurs Mercedes-Benz, Chrysler Jeep® Dodge et smart. Il a atteint en fin d'année un encours global de 301.3 Mio € contre 303.1 Mio € en 2006, soit une légère baisse en valeur de 0.6 % (-1.2 % en unités avec 8 725 dossiers à fin 2007).

## II. — Situation financière de la société au cours de l'exercice écoulé et examen des comptes

Comptes individuels. — Nous avons mis à votre disposition et déposé sur le bureau l'ensemble des comptes annuels faisant apparaître les données chiffrées de notre Société au cours de l'exercice écoulé. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes sociaux, les états financiers ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Règlement 2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

En terme de doctrine sur le risque de crédit, l'année 2002 a été marquée en France par l'adoption du Règlement CRC n°2002-03, applicable à partir du 1er Janvier 2003, qui a confirmé le principe et les modalités de déclassement et de provisionnement des créances douteuses et litigieuses.

La société présente ainsi dans l'annexe aux comptes sociaux au 31 Décembre 2007 les règles relatives à la segmentation des créances et les informations à publier conformément à ce nouveau règlement.

Le Règlement n°2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, prévoit de nouvelles règles de comptabilisation et d'évaluation, selon lesquelles le montant amortissable d'un bien est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, et s'applique aux biens donnés en location et en crédit-bail pour les comptes individuels.

Cependant, dans le Communiqué du 6 décembre 2006 relatif aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail ou de LOA et assimilées, le CNC a fait part de la création d'un groupe de travail. Dans l'attente des conclusions des travaux engagés par le groupe de travail, les sociétés et entités réalisant des opérations de crédit bail, de LOA et autres opérations de location, doivent maintenir dans les comptes individuels les traitements en cours en matière d'amortissement pour l'exercice 2007.

Dans ces conditions, notre société n'a pas opté pour la mise en application en 2007 du règlement 2002-10.

— Pour situer l'activité de notre société au cours de l'exercice écoulé, nous vous signalons que le produit net bancaire s'est élevé à 43 840 milliers d'Euros et que l'exercice se solde par un bénéfice net après impôt de 10 992 milliers d'Euros après une dotation au compte d'amortissement sur immobilisations louées de 373 629 milliers d'Euros.

Pour l'exercice 2006, ces chiffres étaient respectivement de 81 535 milliers d'Euros, 8 262 milliers d'Euros de bénéfice après impôt, et 335 369 milliers d'Euros de dotations aux amortissements.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 462 894 milliers d'Euros, contre un chiffre d'affaires hors taxes de 435 953 milliers d'Euros au titre de l'exercice 2006.

Le résultat d'exploitation ressort en bénéfice de 3 810 milliers d'Euros contre un bénéfice de 38 484 milliers d'Euros au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2006.

Le résultat exceptionnel ressort en bénéfice de 305 milliers d'Euros contre un résultat en bénéfice de 11 milliers d'Euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Par ailleurs, le résultat fiscal 2007 est un bénéfice de 5 146 milliers d'Euros, contre un bénéfice fiscal de 47 775 milliers d'Euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Le tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices est communiqué en dernière page de ce rapport.

Comptes consolidés. — Nous avons mis à votre disposition et déposé sur le bureau, l'ensemble des comptes annuels faisant apparaître les données chiffrées de notre Société au cours de l'exercice écoulé. Comme indiqué en annexe, les états financiers ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Règlement 2000-04 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

— Le Règlement CRC n°2002-03, applicable à partir du 1er janvier 2003, a précisé le nouveau traitement comptable du risque de crédit, le classement des créances douteuses au bilan et le traitement des créances restructurées à des conditions hors marché.

La société présente ainsi dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 Décembre 2007 les règles relatives à la segmentation des encours et les informations à publier selon la nouvelle réglementation.

— Le Règlement n°2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, prévoit de nouvelles règles de comptabilisation et d'évaluation, selon lesquelles le montant amortissable d'un bien est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, et s'applique aux biens donnés en location et en crédit-bail pour les comptes individuels.

Cependant, dans le Communiqué du 6 décembre 2005 relatif aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail ou de LOA et assimilées, le CNC a fait part de la création d'un groupe de travail. Dans l'attente des conclusions des travaux engagés par le groupe de travail, les sociétés et entités réalisant des opérations de crédit bail, de LOA et autres opérations de location, doivent maintenir dans les comptes individuels les traitements en cours en matière d'amortissement pour l'exercice 2007.

La société mère, MBFS, établissement financier, n'a pas opté pour la mise en application en 2007.

Cependant, notre filiale DCFM a bien mis en oeuvre depuis l'exercice 2005 les dispositions des nouvelles règles comptables, ayant un impact très significatif pour l'activité de location longue durée sur les véhicules loués et en stock après restitution par le locataire.

— Pour situer l'activité de notre Groupe au cours de l'exercice écoulé, nous vous signalons que le produit net bancaire s'est élevé à 94 409 milliers d'Euros et que l'exercice se solde par un bénéfice net de 13 339 milliers d'Euros.

Pour l'exercice 2006, ces chiffres étaient respectivement de 77 193 milliers d'Euros et une perte de 11 444 milliers d'Euros.

Le résultat d'exploitation ressort en bénéfice de 23 976 milliers d'Euros contre 3 226 milliers d'Euros de perte au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2006.

Le résultat exceptionnel ressort en perte de 5 454 milliers d'Euros contre un bénéfice de 1 352 milliers d'Euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

### III. — Situation des risques.

#### Introduction.

Le Groupe Daimler. — Le Groupe Daimler est aujourd'hui l'un des premiers fournisseurs de voiture haut de gamme sur le marché mondial. C'est aussi le plus important constructeur de véhicules industriels au monde.

Les services du Groupe sont représentés par Daimler Financial Services AG. Cette société s'est implantée au niveau mondial et s'étend aujourd'hui dans plus de 40 pays. Ses activités sont multiples et couvrent de nombreux domaines : financement, locations, assurances, services liés à la mobilité et services informatiques.

En France, les services financiers liés à l'automobile sont représentés par Mercedes-Benz Financial Services France SA qui offre des solutions de financement et des services associés pour les véhicules du Groupe Daimler (Mercedes-Benz, smart, Mitsubishi Canter, Evobus et Maybach) et du Groupe Chrysler (Chrysler, Jeep® et Dodge). Les clients sont principalement des particuliers, des professionnels et des sociétés de toutes tailles.

Situation Réglementaire (Bâle II). — Mercedes-Benz Financial Services France SA est un établissement financier, soumis à la réglementation bancaire et placé sous la tutelle de la Commission Bancaire. Dans ce contexte, Mercedes-Benz Financial Services France SA a mis en place l'Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, transposition française de la directive de la Commission Européenne « Capital Requirements Directive ».

Mercedes-Benz Financial Services France SA a mis en place l'approche standard pour le risque de crédit et l'approche indicateur de base pour le risque opérationnel. Nous appliquons la cotation des entreprises de la Banque de France comme notation externe pour pondérer nos expositions. La société ne porte pas de risque de marché comme défini par la réglementation. Nous ne détenons aucun portefeuille de négociation. Nos activités de financement sont strictement limitées au territoire français.

Mercedes-Benz Financial Services France SA détient deux participations commerciales en France, DaimlerChrysler Fleet Management (100%) et Mercedes-Benz Charterway (50%) Ces entités, de part leur statut commercial, ne sont pas formellement soumises à la réglementation bancaire et par conséquent à Bâle II.

Néanmoins, comme les contrats MBCW sont financés par notre société ; l'encours correspondant est inclus dans nos déclarations.

Nous calculons également des besoins de fonds propres liés à des scénarios de stress, notamment de risque de crédit. Ceci permet de s'assurer d'une couverture adéquate des risques même sous conditions de crise.

#### Gestion des risques.

##### Organisation :

— Principes : La gestion des risques est intégrée dans la gestion quotidienne de la société. Elle est considérée comme un des leviers du pilotage de la société. Nos plus grands risques sont le risque de crédit et le risque opérationnel. Les autres risques sont principalement gérés par le Groupe ou sont non applicables :

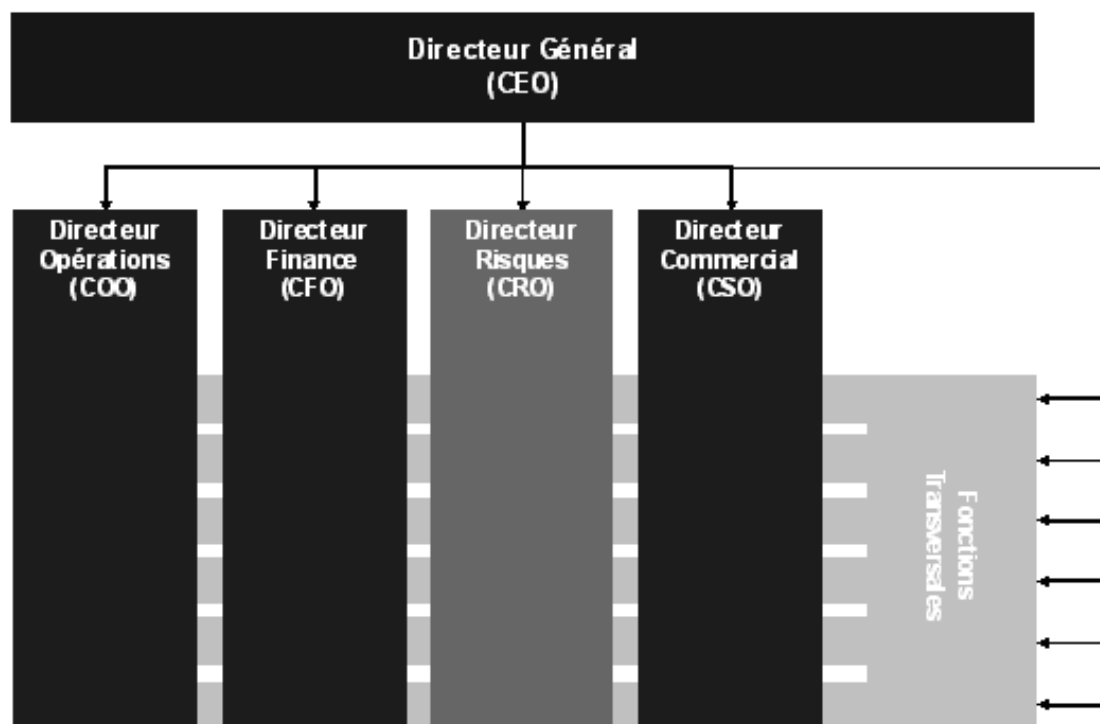
– Risque de Crédit : géré par Mercedes-Benz Financial Services France SA

– Risque de Marché : non applicable

– Risque Opérationnel : géré par Mercedes-Benz Financial Services France SA

– Risque de Liquidité & Taux d'intérêt : géré au niveau du Groupe Daimler.

— Organisation : Le Directeur des risques de Mercedes-Benz Financial Services France SA a la responsabilité de la gestion des risques de crédit et opérationnels pour le périmètre réglementaire. Le Directeur des risques reporte directement au Directeur Général de Mercedes-Benz Financial Services France SA. Il reporte également au Directeur des risques Europe. Dans ce contexte, le Directeur des risques est responsable de la conformité des opérations locales avec les principes et la stratégie du risque de crédit définis par le Groupe.



— Reportings et Outils : Mercedes-Benz Financial Services France SA produit une série de reportings risque pour suivre et gérer les risques, conformément aux exigences de mesure, suivi et contrôle des risques (selon la réglementation bancaire et comptable et les règles du Groupe Daimler Financial Services). La société a mis en place un ensemble d'outils et d'indicateurs pour faciliter la gestion des risques. Ces outils couvrent la totalité du périmètre du champ d'application de la réglementation bancaire. Cet ensemble est continuellement revu, amélioré et adapté en fonction de l'environnement de risque et la stratégie de risque. Les outils permettent un suivi des risques adaptés à notre activité. Par exemple :

- Outil de Score pour le retail et le small business et Rating pour le Corporate
- Reporting Gestion de Portefeuille
- Reporting Groupe
- Calcul des scénarios de stress

Risque de Crédit. — Le risque de crédit est géré en appliquant un cadre de principes et de règles de risques de crédit défini par Daimler Financial Services AG. Toutes les activités de toutes les filiales de Mercedes-Benz Financial Services France sont gérées selon ces normes. Par exemple :

- Deux signatures par dossier (« Four eyes principle »)
- Montant de délégation (« Credit authority limits »)

De même, la stratégie du risque de crédit est défini au niveau du Groupe Daimler Financial Services. Les autorisations de financement sont données dans le cadre du système de délégation du Groupe et renouvelées chaque année ou chaque trimestre (selon le type de ligne).

Mercedes-Benz Financial Services France SA réduit le risque sur ses financements de la manière suivante :

- Politique de Valeur Résiduelle prudente y compris des garanties du constructeur (OEM)
- Politique de prise de gage auprès des préfetures pour les crédits
- Politique de prise de garanties et sûretés (Caution, Dépôt de Garantie, etc.)
- Politique de prise d'assurances (Assurance matériel, etc.)

La sécurisation des engagements repose essentiellement sur les sûretés réelles constituées par les véhicules qui, en cas de défaillance, font l'objet d'une restitution systématique. La prise d'autres types de garanties permet néanmoins de réduire encore les risques encourus.

La majorité de ces méthodes de réductions de risque ne sont pas éligibles comme facteurs d'atténuation de risque sous l'approche standard de Bâle II.

Risque de Marché. — Mercedes-Benz Financial Services France ne détient pas de portefeuille de négociation. Aucun risque, sous la définition de Bâle II, n'est à mentionner à ce titre.

Risque Opérationnel. — Le risque opérationnel est géré quotidiennement dans les directions opérationnelles. La cartographie des risques opérationnels évalue la probabilité d'occurrence et l'impact potentiel de chaque risque identifié. La cartographie est revue et actualisée régulièrement et au moins une fois l'an. Cette cartographie a permis une évaluation des risques opérationnels en ligne avec le cadre général fourni par le Groupe.

Les deux risques principaux identifiés au titre du risque opérationnel sont les suivants :

- Mise en production de nouveaux systèmes d'informations
- Risque de sinistre des locaux

La société a engagé des mesures de réduction de risques opérationnels par exemple en mettant en oeuvre un Plan de Continuité d'Activités (PCA) depuis 2006.

Ratio international de solvabilité.

— Ratio Réglementaire au 31 décembre 2007 :

Table 1: Ratio International de Solvabilité :

Fonds propres prudents	191 810 092
Risques pondérés	1 788 910 309
Ratio International de Solvabilité	10,72%

— Fonds Propres Prudentiels : Mercedes-Benz Financial Services France détient des fonds propres comme défini dans la réglementation bancaire.  
Table 2 : Fonds Propres Prudentiels

	(En euro)
Fonds Propres de Base	126 787 585
Fonds propres complémentaires	65 317 934
Déductions de Fonds Propres	-295 427
Fonds propres prudents	191 810 092

Les expositions sur MBCW qui ont débuté avant le 01/01/2003 sont déduites directement des fonds propres après prise en compte d'une franchise de 3% des fonds propres de base et fonds propres complémentaires.

— Exigences de Fonds Propres : Mercedes-Benz Financial Services France SA évalue régulièrement l'adéquation de ses fonds propres en vue de ces activités présentes et futures avec son actionnaire. De cette façon, les pertes inattendues sont couvertes par les fonds propres. De plus, les pertes attendues sont couvertes dans la procédure budgétaire du Groupe par le biais de provisions calculées d'une manière prudente.

Table 3 : Risques Pondérés & Exigences de Fonds Propres

(En euros)	Risques pondérés	Exigences de Fonds Propres
Etablissements	864 668	69 173
Entreprises	835 269 033	66 821 522
Clientèle de détail	709 131 545	56 730 524
Autres éléments	109 285 688	8 742 855
Total Risque de Crédit	1 654 550 934	132 364 074
Total Risque de Marché	- €	- €
Total risque opérationnel	134 359 375	10 745 750
Total	1 788 910 309	143 109 824

Le défaut de paiement se définit comme suit :

- Impayés de plus de 90 jours
- Cotation Banque de France indiquant la probabilité de défaut de la contrepartie
- Autre événement spécifique indiquant un défaut probable (ex : décès du client)

La contagion est appliquée de manière systématique sur les encours douteux.

Les expositions sont uniquement avec des contreparties basées en France.

La durée des financements accordés ne dépassent généralement pas les 60 mois. La durée moyenne du portefeuille est d'environ 24 mois.

— Expositions par pondération avant/après transfert de risque : Mercedes-Benz Financial Services France SA applique la cotation des entreprises de la Banque de France comme notation externe pour pondérer les expositions « Entreprises » et sous certaines conditions, les contreparties « Autres éléments ». Le mapping appliqué entre les cotations Banque de France et les échelons de qualité du crédit évalué par Mercedes-Benz Financial Services France est celui validé par la Commission Bancaire.

La cotation Banque de France permet également, sous certaines conditions, d'effectuer un transfert de risque sur un garant bien coté. Comme dans l'approche standard, les valeurs des actifs sous-jacents (les véhicules) ne sont pas éligibles comme garanties, ce type de transfert de risque est la seule méthode d'atténuation de risque. Les types de garanties appliquées sont :

- Caution
- Engagement de Poursuite de Location
- Dépôts de Garanties (DG)

Les expositions avant et après transfert de risque sont comme présentées ci-dessous.

Table 4 : Expositions avant/après transfert de risque :

	Exposition avant transfert de risque	Exposition après transfert de risque
Pondération 0%	25 799 899	25 799 899
Pondération 20%	45 646 386	45 991 254
Pondération 50%	114 923 191	116 084 848
Pondération 75%	826 633 861	821 252 459

Pondération 100%	954 981 558	953 118 978
Pondération 150%	120 764 816	120 577 049
Total	2 088 749 711	2 082 824 487

Par ailleurs, nous disposons de 5 925 224 € de dépôt de garantie.

#### Risque de taux

— Description synthétique du cadre général : Le périmètre du Groupe Daimler Financial Services au niveau mondial a sensiblement évolué au cours de l'année 2007.

Le Groupe ayant cédé Chrysler à un fonds de pension, s'est séparé également de la structure financière correspondante, Chrysler Financial Corporation. Celle-ci représentait l'équivalent de 70 milliards d'Euros d'encours, sur un total au niveau mondial de 120 milliards.

C'est donc la majeure partie du portefeuille financier qui a été cédée, ce qui a eu un effet très favorable sur la liquidité globale du Groupe, excédentaire, après cette vente, de quelque 25 milliards d'Euros.

Le Groupe a procédé à un programme de rachat d'actions, a augmenté son dividende, et a demandé à ses principales filiales de remplacer, autant que possible, et à prix équivalent, des emprunts externes (banques, émission de papier) par des emprunts Groupe.

Concernant la gestion actif – passif, l'organisation a évolué.

L'équipe « middle-office » restée à Berlin, est chargée de récolter l'information auprès des filiales, d'appliquer les méthodes et principes du Groupe (amortissements conventionnels), et de calculer les taux d'exposition aux risques de taux, de change et autres.

L'équipe « front-office » a rejoint le siège à Stuttgart, et a intégré les équipes « Corporate ». Le but affiché était de centraliser la gestion des risques financiers au sein d'une même structure, que ceux-ci proviennent de l'activité industrielle, ou de l'activité financière.

Au-delà de cet aspect géographique, les principes, les méthodes, les outils et les interlocuteurs restent les mêmes.

Le risque général de variation de taux d'intérêt reste piloté par zone monétaire.

La responsabilité de chaque pays se limite à la mise en oeuvre de cette politique dictée par le Groupe.

— Description des outils et de la méthodologie utilisée : La méthodologie et les outils d'analyse n'ont pas évolué.

Chaque fin de mois, MBFS France envoie à l'équipe ALM de Berlin (« middle-office ») un fichier contenant des informations sur les contrats en portefeuille (montant, taux d'intérêt, échéancier ...), le passif (emprunts en cours), ainsi que le bilan simplifié qui contient les positions faisant l'objet d'un amortissement conventionnel (fonds propres, autres actifs et autres passifs).

Le Groupe calcule alors une impasse de taux et de liquidité en mode statique, en déroulant chaque position du bilan :

– contractuellement pour ce qui concerne les positions clientèle à l'actif, et des emprunts au passif, et

– conventionnellement pour les autres positions (celles ne portant pas intérêt).

L'impasse est alors calculée par mois de déroulé, et moyennée à l'année, sur la base du total de bilan. La durée moyenne des contrats clientèle étant de 18 mois, seules les impasses des 3 premières années de déroulé sont significatives.

En fonction :

– des chiffres de taux d'exposition,

– des hypothèses de production (en volume) des deux mois suivants, et

– des objectifs de taux d'exposition décidés en comité ALM du Groupe.

Le Groupe nous demande alors d'effectuer les opérations de refinancement correctrices nécessaires (taux fixe ou taux variable et, en cas de taux fixe, la durée à utiliser). C'est donc un ajustement mensuel permanent.

— Description des limites fixées : Comme mentionné précédemment, les fourchettes de taux d'exposition sont déterminées par le Groupe.

La marge de manoeuvre a pour vocation de pallier aux éventuelles déformations de la structure du bilan, et d'une production prévisionnelle sous ou surévaluée.

— Description synthétique des rapports utilisés : Les rapports sur les marges adossées ainsi que sur les taux d'exposition sont adressés par la cellule middle – office ALM directement au département Contrôle de Gestion, à la Trésorerie, au Directeur Financier ainsi qu'au Directeur Général.

Ces rapports sont mensuels. Ils contiennent la mesure du risque de taux en déroulé statique et dynamique : incidence d'une variation de la courbe de +/- 200 points de base en l'espace d'un an, toutes choses égales par ailleurs (même structure de bilan, même taux d'exposition ...)

Les actions à mener dans le mois en cours sont adressées par la cellule front-office au Directeur Financier et au Trésorier afin de continuer à respecter les taux d'exposition fixés.

— Présentation de l'environnement de contrôle : Comme mentionné précédemment, le contrôle de la gestion du risque de taux est dévolu entièrement à la cellule ALM du Groupe.

Le management local ainsi que les structures opérationnelles (Trésorerie et Contrôle de Gestion) sont responsables de l'application des instructions du Groupe.

Par ailleurs, MBFS réunit un comité de gestion actif – passif à la demande afin de contrôler la mise en oeuvre de ces instructions Groupe.

Les membres de ce comité sont :

– Le Directeur Général

– Le Directeur Administratif et Financier

– Le Trésorier

– Le cabinet de consultant STRAFI conseil

Ce comité se réunit également afin de faire le point sur l'évolution des marchés financiers et définir la stratégie commerciale à adopter.

— Résultat d'un choc uniforme de 200 points de base en l'espace d'un an : Une première analyse succincte est effectuée par le Groupe avec des hypothèses très réductrices : même structure de bilan, pas de croissance / décroissance d'encours, même impasse de taux, répercussion instantanée et complète des variations de taux de marché sur les taux à la production.

Une deuxième analyse est effectuée en local, avec le même logiciel, mais en prenant les hypothèses du budget quant à l'évolution de l'encours, et en introduisant une élasticité de 80% et une durée de 3 mois quant à la répercussion de la variation des taux de marché sur les taux de la clientèle.

En revanche, MBFS France ne fait pas d'hypothèse sur la variation du taux d'exposition au risque de taux d'intérêt, car cette politique, comme mentionné précédemment, ne dépend pas du management local.

L'intérêt de cette analyse est de déterminer quel sera le comportement du PNB si les taux varient de telle façon, et que le Groupe conserve sa politique d'exposition.

Cela permet également de comparer l'évolution du PNB en fonction d'un déplacement de la courbe des taux de façon uniforme (vers le haut ou vers le bas), ou en cas de déformation de celle-ci (hausse ou baisse des taux courts).

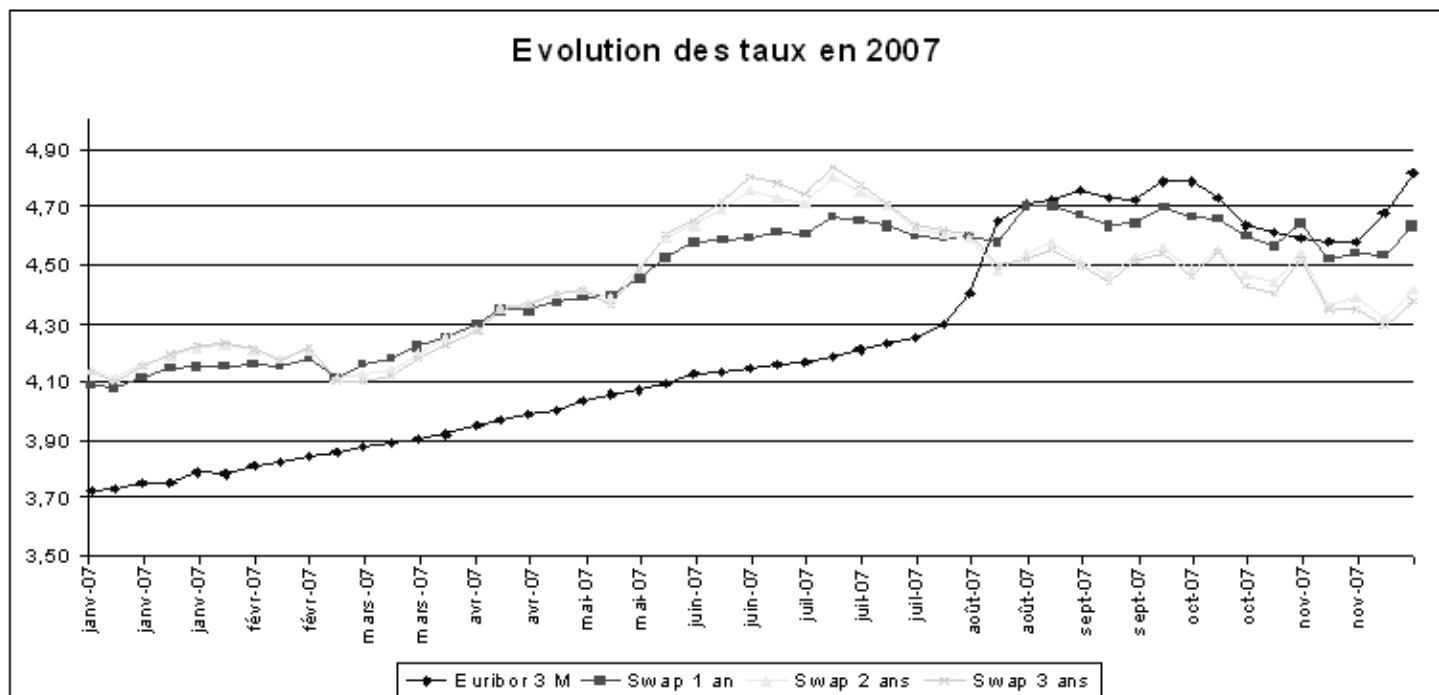
Pour résumer, ces analyses ne sont pas des aides locales à la décision, mais simplement des indicateurs d'impact, et de sensibilité du PNB à une variation du marché.

— Résultats des indicateurs de mesure du risque de taux :

Evolution des taux en 2007 :

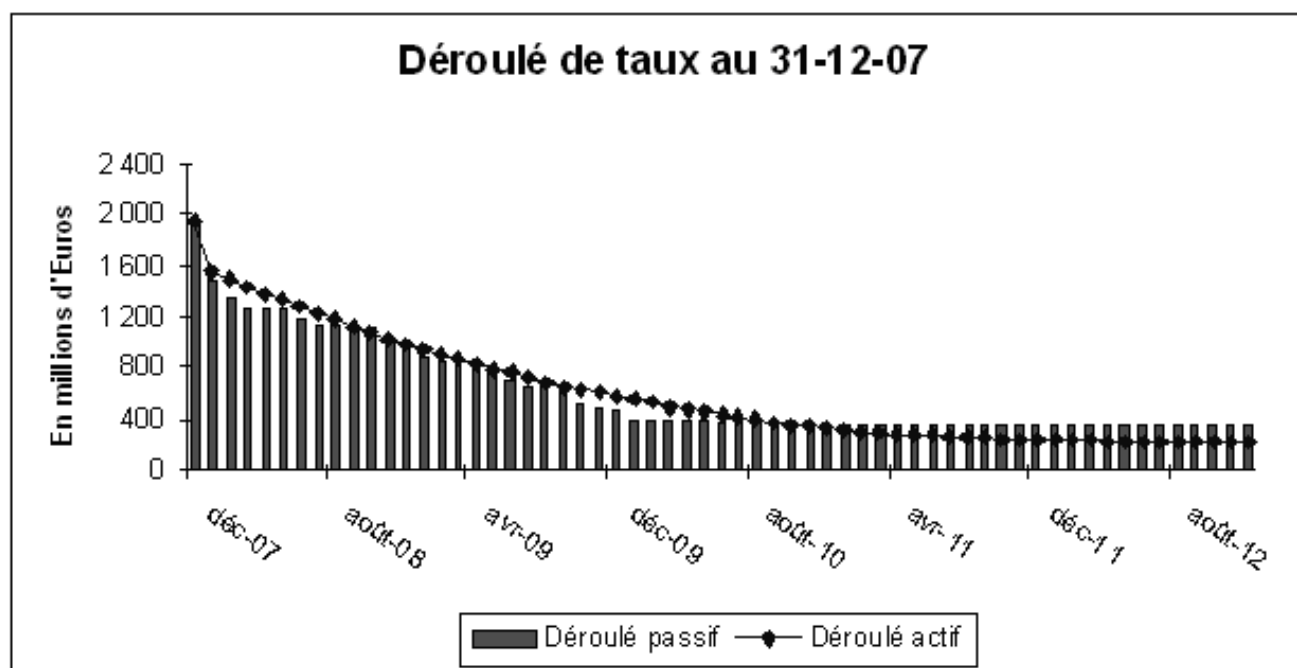
L'année 2007 se scinde en deux : un premier semestre fortement haussier sur les taux, et sur toute la courbe (translation uniforme vers le haut), puis un deuxième semestre marqué par la crise du subprime avec une hiérarchie des taux inversée et, surtout, une crise de liquidités entre banques.

Après une brève tentative en début d'année de profiter de la hausse des taux (en ouvrant un gap au passif), le Groupe a préféré fermer toutes les positions avec l'apparition de la crise du subprime.



Taux d'exposition	Janv. 07	Fév. 07	Mars.07	Avr. 07	Mai 07	Juin 07	Juil. 07	Août 07	Sept.07	Oct. 07	Nov. 07	Déc.07
1 an	-3,5	-5,2	-2,6	-1	-1,4	2,8	4,1	2,5	3,3	1,8	-2,9	3,3
2 ans	-3,8	-6,2	-3,8	-1,7	-2,3	1	2,2	0,6	0,6	1,5	-2,5	3,1
3 ans	2,4	-1,5	-0,7	0,1	-2,1	-1	-0,2	-1,1	-0,5	0,3	-0,7	2,5

— Déroulé en impasse de taux :



— Risque de liquidité : L'encours de refinancement a légèrement augmenté en 2007, mais globalement sa croissance est faible depuis plusieurs années : 1.293 M € en 2004, 1.360 en 2005, 1.390 en 2006, et 1.544 en 2007.

C'est une croissance en « trompe-l'oeil » fin 2007, due à une augmentation du financement des stocks distributeurs, qui est un financement à court terme. Nous sommes en tout cas assez loin de la croissance budgétée l'année précédente.

Nous avons poursuivi notre stratégie de consolidation et d'augmentation des lignes de crédit avec les banques locales.

Les marges bancaires (coût de liquidité) sont restées très basses malgré la crise du subprime.

En cas d'assèchement du marché, nous aurions de toute manière eu accès à l'abondante liquidité qui régnait alors dans le Groupe (voir plus haut).

Nous avons profité de ces marges faibles pour augmenter la durée en liquidité de notre passif.

La courbe des rendements respectifs entre les banques locales et le Groupe fait ressortir une compétitivité relative du Groupe pour les durées jusqu'à 6 mois. Au-delà, les banques sont nettement plus attractives.

Ainsi, notre activité de financement des stocks distributeurs (à 3 mois) est financée par le Groupe, et l'activité classique (24 mois) est financée par les emprunts bancaires.

Compte tenu de la hiérarchie des taux à court terme (l'Eonia très sensiblement inférieur à l'Euribor 3 mois), nous avons cherché à nous financer sur cet indice, sans réel succès car les banques répercutent le différentiel de taux dans la marge de liquidité.

L'accès le plus naturel à cette source de financement nous est fournie par le découvert Groupe dans le cadre du cash – pooling (100 M € à Eonia + 12,5 points de base).

Enfin, nous avons rencontré plusieurs banques afin d'étudier les possibilités de titrisation d'une partie de notre portefeuille, dans le but de diversifier nos sources de refinancement.

Il s'est avéré que cette source serait significativement plus coûteuse que les emprunts classiques que nous effectuons aujourd'hui, et qu'elle nécessiterait des développements informatiques importants.

Enfin, elle ne pourrait, compte tenu de la législation en vigueur, ne s'appliquer qu'à l'encours de crédit.

La crise du subprime et ses effets sur le coût de d'émission du papier commercial adossé à des actifs titrisés ont achevé de nous dissuader de poursuivre l'étude.

Pour autant, le sujet n'est pas clos et nous ne nous interdisons de réactiver l'étude en fonction des circonstances du marché et de la croissance de nos encours.

– Stress scenarii utilisés pour mesurer le risque encouru en cas de forte variation des paramètres de marché : Le scénario catastrophe serait celui d'une crise de liquidité qui affecterait le Groupe Daimler (rumeurs de faillites) avec une crise de liquidité sur la place de Paris ou mondiale (risque systémique). La récente crise du subprime a néanmoins démontré notre capacité à absorber un choc de marché.

Pour être honnête, il faut cependant préciser que cette crise a d'abord touché les établissements bancaires de premier rang, et non les établissements industriels auxquels le marché nous assimile.

D'autre part, le Groupe nous a parallèlement informés de sa capacité à nous financer si les banques venaient à suspendre les prêts.

Pour autant, nous anticipons une hausse de notre coût de liquidité en 2008, car les difficultés de financement des établissements bancaires ne manqueront pas de se diffuser à l'ensemble des acteurs économiques. En revanche, en volume, notre capacité de financement externe serait au pire stable, mais vraisemblablement en faible croissance.

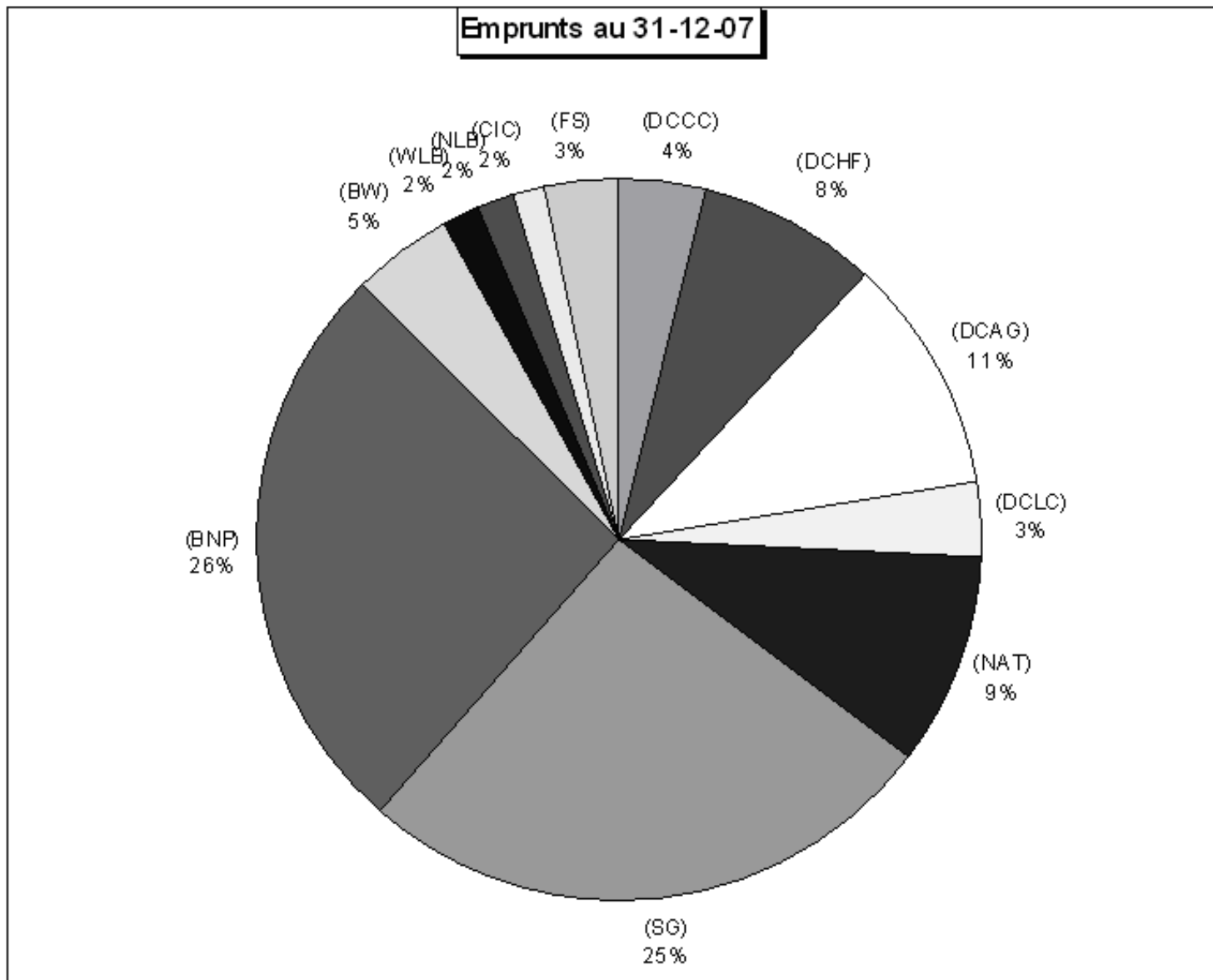
En cas de défiance de la communauté bancaire locale auprès de MBFS France, le surcoût serait alors celui du coût des emprunts auprès de Daimler par rapport au coût des emprunts bancaires locaux, soit 30 points de base d'écart en moyenne.

En année pleine, cela représenterait : 1.200 millions (financement externe actuel) X 0,30% = 3.600.00 €.

Financement  
Emprunts au 31 décembre 2007.

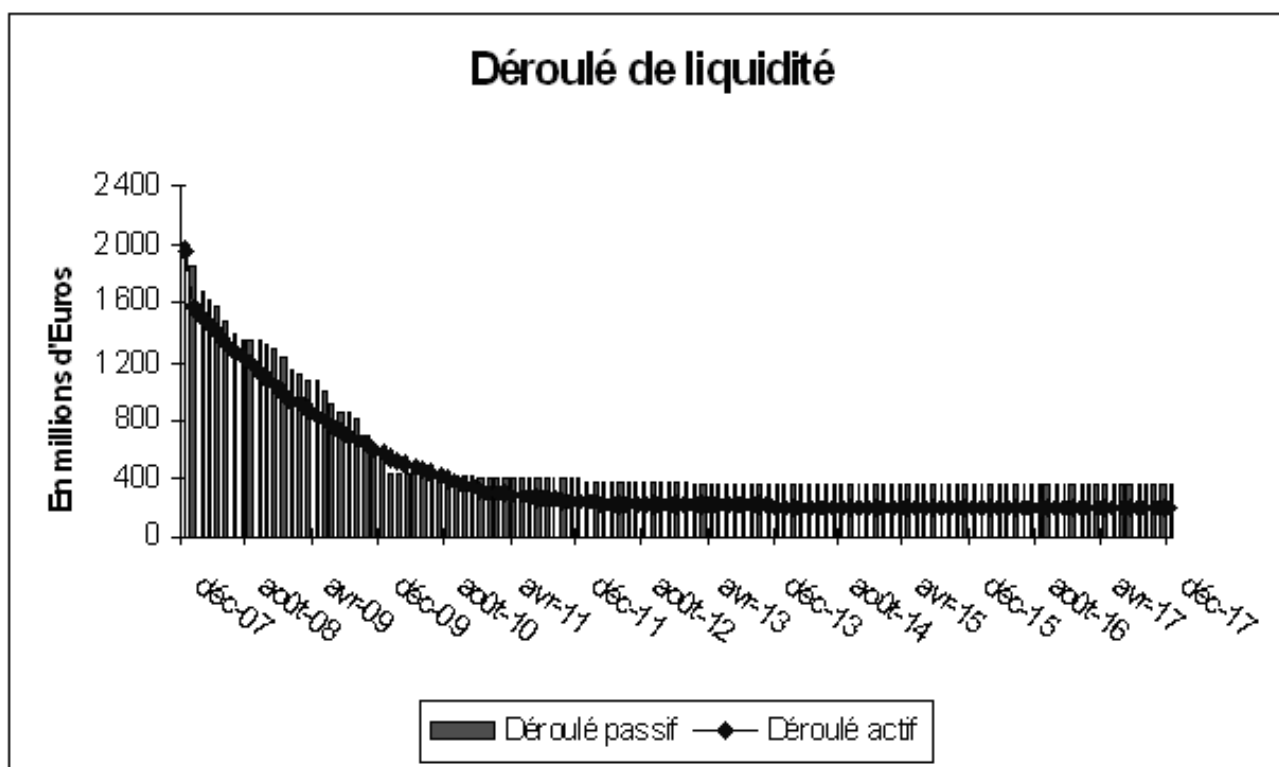
Contrepartie		Lignes (Mio. EUR)	Emprunts (Mio. EUR)	Pourcentage du refinancement
DaimlerChrysler France Holding	(DCFH)	124	124	8,00%

DaimlerChrysler Coordination Center	(DCCC)	60	60	3,90%
DaimlerChrysler Luxembourg Capital	(DCLC)	50	50	3,20%
DaimlerChrysler AG	(DCAG)	165	165	10,70%
Médium Term Notes	(MTN)	1 000	0	0,00%
Certificates of Deposit Group	(CD's)	229	0	0,00%
Société Générale	(SG)	500	405	26,20%
BNP Paribas	(BNP)	400	400	25,90%
NATIXIS	(NAT)	400	145	9,40%
BW Bank	(BW)	120	70	4,50%
Hessische Landesbank	(HLB)	25	25	1,60%
WestLB	(WLB)	50	25	1,60%
CIC	(CIC)	100	25	1,60%
FORTIS	(FS)	50	50	3,20%
Banks		1 645	1 145	
Total		3 273	1544	100,00%



Date de valeur	Date de fin	Notionnel	valeur de marché au 31/12/07
03 janvier 2005	03/01/2008	25 000 000	4 137
21 novembre 2005	21/11/2008	25 000 000	384 169
02 janvier 2006	02/01/2009	30 000 000	484 434
1er mars 2006	01/03/2009	30 000 000	486 275
1er mars 2007	03/03/2008	60 000 000	74 347
Total		170 000 000	1 433 362

— Déroulé de liquidité :



— Analyse statique :

Interest Income	Constant	Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	54 775	55 141	53 601	55 956	53 441	56 122
Condition contribution	55 924	55 971	55 720	56 095	55 903	55 914
Structure contribution	-1 149	-830	-2 119	-166	-2 462	207 242
On-Balance	-1655	-1 306	-3 242	-27	-3 509	242
Derivatives	506	475	1 123	-111	1 047	-35

Interest Income	Constant	Chance (+) / Risk (-) compared to interest rate scénario Constant				
		Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	54 775	366	-1 174	1 182	-1 333	1347
Condition contribution	55 924	47	-204	171	-21	-10
Structure contribution	-1 149	319	-970	1 011	-1313	1356
On-Balance	-1655	349	-1587	1628	-1854	1897
Derivatives	506	-31	617	-617	541	-541

Interest Margins	Constant	Chance (+) / Risk (-) compared to Interest rate scénario Constant				
		Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	2,802%	0,019%	-0,060%	0,060%	-0,068%	0,069%
Condition contribution	2,861%	0,002%	-0,010%	0,009%	-0,001%	0,00%
Structure contribution	-0,059%	0,016%	-0,050%	0,052%	-0,067%	0,069%
On-Balance	-0,085%	-0,018%	-0,081%	0,083%	-0,095%	0,097%

Denvabves	0,026%	-0,002%	0,032%	-0,032%	0,028%	-0,028%
-----------	--------	---------	--------	---------	--------	---------

Balance sheet total and balance sheet structure remain stable over the simulation period Interest rates change gradually over simulation period

— Analyse dynamique :

Au 31 décembre 07	2008	2009	2010	2011
Constant, Ela 0,8 / TL 3	56 934 755	57 702 726	63 234 362	65 513 870
+2%//, Ela 0,8/TL 3	52 176 699	50 211 784	54 846 762	59 840 798
+2% short, Ela 0,8/TL 3	54 566 593	53 946 935	58 820 641	62 805 500
-2% II, Ela 0,8/TL 3	61 413 510	65 319 127	70 716 229	70 144 627
-2% short, Ela 0,8 / TL 3	63 390 757	68 024 595	73 333 101	72 354 898

— Risque Economique & Juridique : En général, ces types de risques sont couverts par le Groupe Daimler.

#### IV. — Évolution prévisible de la situation de la société & perspectives d'avenir.

Activités de financement et du leasing en 2007/2008. — La concurrence des filiales bancaires dans le domaine du financement automobile est restée extrêmement vive tout au long de 2007 et nous n'anticipons pas de changement positif en 2008.

Du fait de la crise financière aux Etats-Unis, qui a engendré une méfiance réciproque des grandes banques internationales à se prêter de l'argent ; nous avons constaté dès la fin 2007 un renchérissement de nos conditions d'emprunts bancaires de l'ordre de 20/30 points de base pour une durée moyenne de 2 ans.

Dans ce contexte économique difficile, nous prévoyons quand même d'accroître légèrement nos taux de pénétration tout en maintenant nos marges commerciales au même niveau qu'en 2007.

Principaux objectifs et projets 2008. — Pour réaliser une croissance profitable dans cet environnement hyper concurrentiel où notre entreprise est soumise à de fortes pressions internes, externes et réglementaires, nous avons basé notre développement sur les quatre axes stratégiques suivants :

##### 1. Croissance :

- Renforcer notre coopération avec MBF
- Augmenter la satisfaction du réseau
- Augmenter la satisfaction et le taux de fidélisation client

##### 2. Maîtrise des coûts :

- Diminuer les frais généraux
- Optimiser notre fonctionnement et notre organisation

##### 3. Motivation Collaborateur :

- Augmenter notre score GPTW

##### 4. Conformité :

- Respecter nos obligations réglementaires
- Mettre en oeuvre la politique de Compliance du Groupe

Bien entendu, nos projets 2007/2008 sont totalement en ligne avec ces objectifs stratégiques.

Les grands projets lancés en 2007 seront terminés et implémentés en 2008 :

— Score automatique pour le retail et le small business pour réduire les délais de décision et gagner en productivité.

— Dealer Profitability Tool (DPT) et RORAC :

— Afin d'obtenir la rentabilité par contrat et par distributeur qui nous permettra d'offrir une tarification client et un taux de commissionnement distributeurs adaptés et souples.

— Gestion des fins de contrats et mise en place d'un outil de CRM.

— Automatisation des travaux comptables quotidiens et des états de reporting Groupe et réglementaires.

— Enfin Winfi, le nouvel interface entre MBFS et le réseau sera généralisé durant le dernier quadrimestre 2008. Ce projet d'entreprise mobilise la majorité de nos ressources internes car il est celui qui peut nous apporter le plus en matière de qualité de données, qualité de service et gains de productivité.

Dans le domaine Commercial, nous avons durant le premier trimestre 2008 :

— Lancé un nouveau produit d'assurance pour remplacer PROTEGO,

— Créé une plate-forme baptisée « Chrysler Corner » pour renforcer nos liens avec le réseau Chrysler Jeep®/Dodge,

— Simplifié notre produit de financement réseau pour les véhicules d'occasion,

— Renforcé notre coopération commerciale et marketing avec Mercedes Benz France.

Enfin, nous avons planifié pour 2008, les projets « Must » provenant de la Commission Bancaire, du Groupe Daimler ou de notre obligation d'assurer jusqu'à la fin de l'année la continuité du service IT et comptabilité principalement pour notre filiale DCFM vendue au Groupe Lease Plan.

#### V. — Activité des filiales de la société.

Tableau des participations :

(En milliers d'euros)	Nationalité	% Contrôle	% Intérêt	Méthode d'intégration	Montant de la participation	
					Brut	Net

Entreprises à caractère non financier						
Sociétés de services :						
Daimlerchrysler Fleet Management SAS	F	100%	100%	IG	50 000	13 832
Mercedes Benz Charterway SAS	F	50%	50%	IP	2 287	2 287

Daimlerchrysler Fleet Management France. — En 2007, le développement commercial de DaimlerChrysler Fleet Management France a été marqué par un fort ralentissement par rapport aux années passées, ralentissement directement lié à l'arrêt volontaire des relations commerciales courant 2006 avec certains Grands Comptes déficitaires. Ce ralentissement qui avait été complètement anticipé a conduit à une stabilisation du portefeuille de DCFM autour de 20 000 unités. Au 31.12.2007, les acquisitions cumulées sont de 5 310 unités (représentant un montant d'investissement de 106 millions) et le portefeuille de 20 032 unités soit 238 millions d'Euros.

#### Faits marquants au cours de l'exercice 2007.

— Développement commercial : Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, DaimlerChrysler Fleet Management France a continué à s'inscrire dans une phase d'expansion économique raisonnée, privilégiant :

- la rentabilité par rapport au volume
- le core business par rapport aux grands comptes
- le VP par rapport au VU
- les véhicules premium par rapport à ceux d'entrée de gamme

L'examen des statistiques du Syndicat National des Loueurs de Voitures en Longue Durée met en lumière un développement inégal selon les trimestres, mais au final l'année 2007 se solde par une croissance générale toujours en hausse de 6,5% à plus d'1 million de véhicules.

La stratégie d'acquisition de nouveaux clients, sur les différents segments de marché, s'est poursuivie par la recherche d'une répartition homogène des différentes tailles de parc, notamment sur nos cibles « core-business » correspondant à des tailles de parc comprises entre 50 et 400 véhicules.

— Cession d'activités non « coeur » : L'exercice 2007 a aussi été l'occasion pour DCFM de se recentrer sur son métier de base à savoir la location longue durée de véhicules multimarques. C'est dans ce sens que mi 2007, les activités de gestion des contrats de service de DCF (plus de 40 000 contrats) ainsi que le programme de location de véhicules du Groupe Daimler aux collaborateurs du Groupe EADS (1.700 véhicules) ont été cédées à MBFS (maison mère de DCFM). Contrairement à l'activité de gestion des contrats, le run-off du portefeuille PC EADS reste la propriété de DCFM qui en a confié la gestion à MBFS. La cession de ces deux activités s'est traduite par un produit exceptionnel de 2,3 millions d'Euros pour l'entreprise.

— Dépréciation/ Appréciation d'actifs : Suite aux importantes dépréciations d'actifs comptabilisées en 2006 sur les véhicules loués et liées principalement à la fermeture du marché algérien de l'occasion fin 2005, 2007 a marqué une bonne stabilisation des prix de l'occasion en France avec même une certaine reprise des prix sur certains segments de véhicules. Cet état du marché a permis en 2007, conformément aux règles comptables IFRS, la reprise d'une partie des provisions passées en 2006. Pour mesurer l'évolution du marché et comptabiliser au mieux ses effets sur notre flotte, au moins deux « impairment » par an sont réalisés.

— Résultat IFRS 2007 : Le résultat 2007 IFRS s'établit à 18 millions d'Euros. 3,5 millions d'Euros sont de l'exploitation, le solde étant expliqué par l'exceptionnel (cession des activités « non coeur », reprise de provisions « impairment » et reprise de provisions métier).

#### Perspectives 2008.

Courant 2007, le management de DCFM a travaillé sur un Business Plan « stand alone » de l'entreprise.

Les principales hypothèses de ce BP sont :

- re-dimensionnement de l'équipe commerciale (core business et grands comptes)
- re-démarrage des relations commerciales avec France Télécom
- remise en place d'une Direction Financière autonome

Par ailleurs, fin 2007, c'est ce même BP qui a été présenté à LeasePlan France lorsque son actionnaire en Hollande a directement pris contact avec notre maison mère en Allemagne. Dès lors, l'intérêt du Groupe LeasePlan à notre égard n'a cessé de croître, y compris sur les bases de ce BP.

Les principaux chiffres de ce BP sont :

- 6 150 nouvelles acquisitions (y compris 2 000 de France Télécom)
- le portefeuille devrait rester stable autour de 18 000 unités (pour 196 Mio E)
- 90 CDI à la fin de l'année
- 2,6 Mio E de résultat IFRS

— Activité en matière de recherche et développement : L'entreprise DCFM n'a pas d'activité en matière de recherche et développement.

Au travers de son service marketing, elle conserve juste une activité de « vieille business » qui lui permet de conserver son avance tant du point de vue des produits qu'elle propose, que du point de vue des systèmes qu'elle utilise pour gérer son business.

— Evénements significatifs depuis la clôture : Les contacts pris fin d'année 2007 entre le Groupe LeasePlan et Daimler se sont progressivement concrétisés vers une cession de DCFM par Daimler au profit de LeasePlan France. La cession a été signée le 27 février 2008 et rendue publique le 18 mars. Elle reste cependant soumise aux approbations de l'organisme antitrust français, ainsi qu'à la banque centrale néerlandaise.

#### Mercedes-Benz Charterway

Les Performances Du Marché : Notre filiale à 50%, Mercedes-Benz CharterWay France intervient sur le marché de la location longue durée de véhicules industriels (camions & utilitaires) avec services et sans conducteur.

Dans ce cadre Mercedes-Benz CharterWay France propose des contrats avec une gamme de services modulaires, allant de la location simplifiée à la location intégrale comprenant les prestations suivantes :

- Le véhicule
- L'entretien (châssis et équipement)
- Le véhicule de remplacement
- L'assurance
- La gestion des taxes
- La flexibilité des prestations
- La courte durée

Mercedes-Benz CharterWay France commercialise et exploite sa flotte à travers le réseau Mercedes-Benz VI, ce qui lui assure une des meilleures couvertures nationales.

Mercedes-Benz CharterWay est le leader du marché européen de la location longue durée VI avec plus de 45800 véhicules à fin 2007.

Mercedes-Benz CharterWay France, avec un parc de 5400 véhicules, est le deuxième loueur mono-marque derrière la filiale de location Clovis du constructeur national Renault VI.

Le leader français reste Fraikin avec environ 35000 véhicules (loueur multimarque dont Mercedes-Benz).

Objectifs et réalisations 2007 :

Les données communiquées ci-dessous correspondent à l'activité de Mercedes-Benz CharterWay France du 01/01/2007 au 31/12/2007.

— Financier : Le résultat social prévisionnel et l'operating profit IFRS étaient fixés à 36 et 105 K €. Les résultats ont été respectivement de 59 K € et de 107 K €.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2007 s'élève à 71,9 Millions d'Euros pour une prévision de 70,0 Millions d'Euros.

— Financement : Les acquisitions 2007 de véhicules de Mercedes-Benz CharterWay France représentent un montant de 64,5 Millions d'Euros (pour 1555 véhicules) financé auprès de Mercedes-Benz Financial Services France pour la grande majorité et Natixis Lease pour le solde

Les principales réalisations 2007 :

Afin d'améliorer la qualité de ses activités, en 2007 Mercedes-Benz CharterWay France a réalisé les actions suivantes :

- Déploiement d'une offre CW Lease pour le véhicule utilitaire.
- Repositionnement de l'offre Camions et lancement d'un tarif pocket.
- Lancement d'une offre « prêt à la loc » pour une meilleure disponibilité client.
- Lancement de l'Extranet Réseau qui permet aux exploitants CW d'accéder plus facilement à l'ensemble du contenu des contrats locaux et nationaux.
- Mise en place d'un outil spécifique de suivi des fins de contrats.

Les perspectives 2008. — Continuer le déploiement de leur Extranet Réseau afin d'optimiser la gestion du parc avec les équipes Exploitation du réseau MB VI.

Améliorer leur Extranet Client pour faciliter la transparence et les échanges d'informations avec leurs clients.

Mise en place d'une évaluation de la qualité du suivi du parc MBCW par le réseau MB VI (4 critères retenus).

Utilitaires: continuer leur action de formation des vendeurs et mise en avant de leur offre CW Lease en particulier sur la cible des clients VITO.

Camions : renforcement de leur offre Courte Durée avec le réseau et de la formation des vendeurs.

	2007 réel	2008	2009	2010
Véhicules livrés	1 603	2 075	2 074	2 232
Parc de véhicules	5 331	6 222	6 987	8 045
CA (K Euros)	71 873	72 893	82 837	95 178
Operating profit IFRS (milliers d'euros)	107	210	430	610

## VI. — Information relative au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L233-7 et L 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires qui possédaient plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers et des deux tiers du capital social ou des droits de vote au jour de clôture de l'exercice soumis à votre approbation :

La société DaimlerChrysler France Holding possède 99,99 % du capital social.

En en application de l'article L.225-100 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'il a été accordé par l'Assemblée au Conseil d'Administration les deux délégations suivantes :

Première Délégation. — Afin de se conformer aux dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de commerce, l'Assemblée Générale a délégué au Conseil, lors de sa réunion du 18 décembre 2006, pour une durée de 26 mois à compter de ladite date, les pouvoirs nécessaires afin de décider d'une augmentation de capital réservée aux salariés par l'émission de titres de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription pour un montant maximum d'un pourcent (1%) du capital social soit 1.430.000 Euros, a renoncé expressément à son droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre et a conféré au Conseil pouvoir de fixer le cas échéant les conditions définitives d'émission de cette augmentation. Cette délégation est toujours en cours.

Deuxième Délégation. — Afin de se conformer aux dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de commerce, l'Assemblée Générale a délégué au Conseil, lors de sa réunion du 19 avril 2007, pour une durée de 26 mois à compter de ladite date, les pouvoirs nécessaires afin de décider d'une augmentation de capital réservée aux salariés par l'émission de titres de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription pour un montant maximum d'un pourcent (1%) du capital social soit 1.480.000 Euros, a renoncé expressément à son droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre et a conféré au Conseil pouvoir de fixer le cas échéant les conditions définitives d'émission de cette augmentation. Cette délégation est toujours en cours.

## VII. — État de l'actionnariat salarié.

Dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale visé à l'article L 225-102 du Code de Commerce, le personnel salarié de la société ne détient aucune participation au capital de la société.

Par ailleurs, aucun plan d'option de souscription ou d'achat d'actions n'a été mis en place au bénéfice des membres du personnel de la société.

Conformément à ce qui était prévu en 2005, des accords d'Intéressement, de Participation et de Plan d'Epargne d'Entreprise ont été conclus le 16 juin 2005 entre les représentants du personnel et la société.

Au titre de l'exercice 2007, il a été constitué une provision pour intéressement de 800.000 Euros qui sera versé en juillet 2008 aux salariés.

Afin d'inciter les collaborateurs à épargner au sein du PEE, une politique d'abondement a été mise en place, permettant au collaborateur de percevoir un abondement de l'entreprise dès le premier euro placé.

### VIII. — Dividendes versés au titre des trois exercices précédents et l'avoir fiscal correspondant.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'au titre des trois exercices précédents, il n'a été versé aucun dividende.

### IX. — Liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social.

Le Conseil d'administration comprend actuellement 3 membres.

	Date de première nomination	Mandat actuel expirant à l'ag statuant sur les comptes de l'exercice clos au :	Fonction principale exercée dans la Société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute autre société
Monsieur Eberhard Laur	31/01/2002	31/12/2011	- Administrateur et Président du Conseil d'Administration - Dirigeant responsable au sens de l'Article L. 511-13 du Code Monétaire et Financier (Anc. Art. 17 de la loi bancaire) (Validation CECEI du 29.03.2002)	
Monsieur Mathias Herrmann	26/09/2005	31/12/2011	- Directeur Général et Administrateur - Dirigeant responsable au sens de l'Article L. 511-13 du Code Monétaire et Financier (Validation CECEI du 22.11.2005)	- -Président de la société Daimler Chrysler Fleet Management France
Monsieur Reinhard Lyhs	30/11/1999	31/12/2011	Administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration	-Président de la société DaimlerChrysler France Holding SAS - Président de la société Mercedes-Benz France SAS - Président de Chrysler France SAS

A cet égard, nous vous indiquons qu'aucun Administrateur n'a perçu de jeton de présence au cours de l'exercice écoulé.

### X. — Rémunérations allouées aux mandataires sociaux.

La Société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

### XI. — Montant des dépenses somptuaires.

En application des articles 39-4 et 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'aucune dépense ou charge somptuaire non déductible fiscalement n'a été engagée au cours de l'exercice écoulé.

### XII. Réduction de capital.

Le bilan de notre Société, arrêté à la date du 31 décembre 2007 soumis à votre Assemblée Générale pour approbation fait apparaître un Report à nouveau arrêté avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2007 à hauteur de (43.512.358,68) Euros.

En vue d'apurer en partie ce Report à nouveau négatif, nous vous proposons de réduire le capital social à hauteur de 34.694.896 euros, le ramenant ainsi de 163.000.000 euros à 128.305.104 euros

Cette réduction de capital serait réalisée en diminuant la valeur nominale de chaque action, en profitant ainsi pour l'arrondir (conformément au projet d'arrondissement décidé lors du Conseil en date du 28 avril 2004). Ladite valeur nominale de chaque action serait portée de 15,24491184 euros à 12 euros. Le nombre d'actions égal à 10.692.092 reste inchangé.

Le cas échéant, il conviendra en conséquence de modifier comme suit l'article 6 des statuts :

Article 6 – Capital Social :

Le capital social est fixé à la somme de Cent vingt huit millions trois cent cinq mille cent quatre (128.305.104) EUROS, divisé en Dix millions six cent quatre vingt douze mille quatre vingt douze (10.692.092) actions intégralement souscrites et entièrement libérées.

Tel est le sens des résolutions y afférentes que nous vous proposons d'approuver.

**XIII. — Proposition d'affectation du résultat.**

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2007 se solde donc par un bénéfice après impôt de 10.991.964,41 Euros .que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante (le cas échéant, après réduction du capital tel qu'évoqué ci-dessus) :

Report à nouveau de l'exercice écoulé après réduction	-8.817.462,68 €
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2007	10.991.964,41 €
Montant des capitaux propres avant affectation	119.520.611 €

Proposition d'affectation du résultat au report à nouveau.

Report à nouveau de l'exercice après affectation	2.174.501,73 €
Montant des capitaux propres après affectation	130.512.575,40 €

**XIV. — Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.**

Ayant reçu l'accord des autorités françaises et néerlandaises, le closing de la cession de notre filiale DCFM à Lease Plan France est fixé au 29 avril 2008.

Nous en avons terminé avec la présentation du rapport de gestion, et nous allons passer à la lecture des rapports de nos Commissaires aux Comptes. Ensuite, nous déclarerons la discussion ouverte et nous vous assurons que nous sommes à votre entière disposition pour répondre à l'ensemble des questions que vous voudrez bien nous poser.

Puis, nous passerons au vote des différentes résolutions, conformément à l'Ordre du jour.

*Le Conseil d'Administration.*

**Résultats.**

Concernant les comptes sociaux de la société au cours des cinq derniers exercices (articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2003	2004	2005	2006	2007
Situation financière de fin d'exercice					
Capital social dont versé	143 000 000	143 000 000	143 000 000	148 000 000	163 000 000
Nombre d'actions émises	8 527 436	9 380 179	9 380 179	9 708 157	10 692 092
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Résultat global des opérations effectuées :					
Chiffre d'affaires hors taxes	438 098 278	430 357 991	424 466 085	435 952 888	462 894 268
Résultat avant impôts, amortis. Et provisions	351 367 328	349 611 860	344 117 722	376 328 148	376 113 724
Impôt sur les bénéfices				9 437 009	1 746 424
Résultat après impôts amortis. Et provisions	3 829 214	11 005 838	3 569 642	8 262 076	10 991 964
Montant des bénéfices distribués					
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	37,45	37,27	36,69	37,79	35,01
Résultat après impôts amortis. Et provisions	0,41	1,17	0,38	0,85	1,03
Dividende versé à chaque action					
Personnel :					

Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice	203	194	200	198	192
Montant de la masse salariale	9 694 476	9 239 733	9 384 375	9 322 712	9 658 003
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	4 255 247	3 968 359	4 017 257	3 980 799	4 195 262

**B. — Comptes publiable non consolidée au 31 décembre 2007.**

**I. — Bilan au 31 décembre 2007.**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Caisse, banques centrales, CCP	8 714	3 593
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	21 478	25 278
Opérations avec la clientèle	555 091	551 902
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Parts dans les entreprises liées	16 119	2 287
Crédit-bail et location avec option d'achat	843 085	766 276
Location simple	411 609	408 034
Immobilisations incorporelles	3 725	1 427
Immobilisations corporelles	1 052	914
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	17 214	9 068
Comptes de régularisation	842	337
Total	1 878 928	1 769 116

<b>Passif</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	1 152 615	1 252 480
Opérations avec la clientèle	376 803	188 945
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	122 722	122 206
Comptes de régularisation	18 435	18 673
Provisions	8 616	28 194
Dettes subordonnées	69 224	54 096
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital souscrit	163 000	148 000
Primes d'émission	33	33
Réserves	0	0
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissements		
Report à nouveau	-43 512	-51 774
Résultat de l'exercice	10 992	8 262

Total	1 878 928	1 769 116
-------	-----------	-----------

Hors bilan	31/12/2007	31/12/2006
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle (Concessionnaires)	173 022	100 370
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie :		
Garanties d'ordre de la clientèle		
Garanties reçues de la clientèle (DaimlerChrysler France SAS et le réseau)	311 175	328 272
Engagements sur instruments à terme :		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	170 000	175 000

## II. — Compte de résultat publiable non consolidé au 31 décembre 2007.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2007	31/12/2006
+ Intérêts et produits assimilés	44 452	38 293
- Intérêts et charges assimilés	-62 080	-50 753
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	327 347	312 671
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-281 965	-255 127
+ Produits de location simple	132 634	141 016
- Charges de location simple	-124 257	-112 356
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	84	1 095
- Commissions (charges)	-6 385	-4 510
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	14 010	11 206
- Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	43 840	81 535
- Charges générales d'exploitation	-34 861	-35 037
- Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-858	-923
Résultat brut d'exploitation	8 121	45 575
+/- Coût du risque	-4 311	-7 091
Résultat d'exploitation	3 810	38 484
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	8 623	-20 796
Résultat courant avant impôt	12 433	17 688
+/- Résultat exceptionnel	305	11
- Impôt sur les bénéfices	-1 746	-9 437
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	10 992	8 262

### III. — Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2007.

#### 1. — Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels de la société Mercedes-Benz Financial Services France sont établis et présentés conformément aux dispositions des règlements 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable relatifs aux documents de synthèse individuels.

Les montants figurant au bilan sont nets d'amortissements et de dépréciations, mais comprennent les créances rattachées.

Certains postes ou rubriques sont détaillés pour en faciliter la compréhension. Il est également précisé, en cas de besoin, les principes comptables ou les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement du bilan et du compte de résultat.

En France, la loi veut que ce soit les immobilisations achetées par les sociétés de crédit-bail, en vue de leur location, qui figurent à l'actif du bilan de ces sociétés. De même, et en application du Communiqué du CNC du 6 décembre 2005 et de l'avis du comité d'urgence du CNC 2006-C du 4 octobre 2006, les amortissements passés au compte d'exploitation sont ceux qui résultent des règles fiscales, et ce, indépendamment des loyers perçus au titre de la location de chaque matériel.

Or, ces loyers perçus permettent un amortissement financier différent de l'amortissement comptable. Aussi, pour avoir une idée réelle de ses bénéfices et de ses avoirs, Mercedes-Benz Financial Services France se doit d'aller au-delà de la comptabilité sociale en tenant une deuxième comptabilité dite « comptabilité financière ».

Elle vise à évaluer ses amortissements financiers et, à partir du résultat comptable, opérer des corrections pour atteindre le résultat financier.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière comme ses différences avec la comptabilité sociale sont rappelés ci-après.

#### 1.1. Définition, Comptabilisation et Amortissement des immobilisations et actifs donnés en crédit-bail ou en location :

1.1.1. Méthode sociale relative aux opérations de crédit-bail et de location simple : Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, notre société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Pour mieux refléter la réalité économique de nos opérations, de location des modifications de durée ont été appliquées uniquement sur les nouveaux matériels entrés à compter du 1er janvier 2002.

Ces durées restent compatibles avec les us et coutumes de la profession de crédit-bailleur (en conformité avec l'enquête ASF réalisée en 2001).

La durée d'amortissement est passée de 4 à 5 ans pour les véhicules particuliers, de 5 à 6 ans pour les véhicules industriels, et de 5 à 7 ans pour les autocars, depuis l'exercice 2002.

Durées et modes d'amortissements fiscaux en 2007 :

Catégorie de biens	Durée (ans)	Mode
Voitures particulières	5	Linéaire
Véhicules utilitaires légers	5	Linéaire
Véhicules industriels	6	Dégressif
Véhicules spéciaux	5	Linéaire
Autocars	7	Dégressif

Pour les immobilisations de crédit-bail et de location simple pouvant être amorties sur le mode dégressif, il est possible d'établir un plan d'amortissement sur un rythme linéaire correspondant à la dépréciation du bien et au minimum fiscal, et de pratiquer fiscalement un complément d'amortissement déductible dans la limite du maximum dégressif.

La société doit s'assurer que la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition des éléments ne soit pas inférieure, à la clôture de chaque exercice, au montant des amortissements calculés suivant le système linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation. Cette disposition, qui s'applique élément par élément, n'oblige pas l'entreprise à pratiquer à la clôture de chaque exercice un amortissement égal à l'annuité linéaire, mais seulement à faire en sorte que la masse globale des amortissements (techniques ou dérogatoires) comptabilisés à une date déterminée soit au moins égale à la somme théorique des annuités linéaires.

Lorsque des biens sont amortis selon le système dégressif, la société a la faculté, sans contrevenir à l'article 39 B du CGI, de différer tout ou partie de la fraction de l'annuité dégressive excédant l'annuité linéaire.

L'amortissement dérogatoire est défini dans le Plan comptable général comme la fraction d'amortissements ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement pour dépréciation et est comptabilisé en application de textes fiscaux particuliers.

L'amortissement dérogatoire est censé correspondre à un supplément d'amortissement, fiscalement déductible, par rapport à l'amortissement économiquement justifié par la dépréciation réelle de l'immobilisation. Or, en matière de crédit-bail, ce dernier correspond, à priori, à l'amortissement financier du bien loué. Ce ne serait donc que lorsque le plan d'amortissement comptable est identique au plan d'amortissement financier qu'il serait possible, le cas échéant, de pratiquer des amortissements dérogatoires.

En outre, la réserve latente des opérations de crédit-bail est reprise, pour son montant net d'impositions différées, dans le calcul des fonds propres prudentiels, conformément à l'article 4.b) du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation bancaire. Or, les amortissements dérogatoires étant également repris dans le calcul des fonds propres, cela reviendrait à inclure ces montants à deux reprises.

Pour ces différentes raisons, les amortissements dérogatoires sur opérations de crédit-bail et assimilées sont comptabilisés parmi les charges sur opérations de crédit-bail et sont portés au bilan en diminution des actifs correspondants.

En 2007, après avoir calculé la fourchette d'amortissements pour la population des actifs concernés par cette option, notre société a fixé le montant de la dotation supplémentaire dans la fourchette, puis déterminé le coefficient de saupoudrage afin d'appliquer le saupoudrage pour chacun de ces actifs.

#### 1.1.2. Méthode financière relative aux opérations de crédit-bail et de location simple :

Marge financière brute : Notre société utilise pour le calcul de sa marge financière brute, la méthode IPA (Intérêts perçus d'avance) dite ITE décalé (intérêts à terme échu décalé) consistant à intégrer des intérêts dans la première échéance. La valeur résiduelle du contrat est intégralement affectée au remboursement du capital restant dû.

Amortissement financier : Il correspond à l'amortissement calculé sur les loyers perçus au titre de la location de chaque matériel. Il est le complément naturel de la marge financière brute pour chaque loyer.

Encours financier : L'encours financier équivaut à la valeur des loyers H.T. restant dus, actualisée au jour d'arrêté de compte et au taux du contrat, augmentée de la valeur résiduelle en fin de contrat.

Dépréciations sur encours financier : Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Elles correspondent au risque de non-reconstitution du capital restant dû.

Résultat financier : Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué aux amortissements, dépréciations, et aux plus et moins values fiscales, leurs équivalents financiers.

Réserve latente : Elle résulte de l'écart d'encours entre la comptabilité sociale et la comptabilité financière. La dotation de l'exercice correspond à la différence entre le résultat financier et le résultat social.

(En milliers d'Euros)	2004	2005	2006	2007
Evolution de la réserve latente	31 528	24 215	2 748	20 194

Cette réserve n'est pas constatée dans les comptes sociaux.

1.2. Immobilisations à usage de l'entreprise. — Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur coût de revient interne, si ces immobilisations sont produites par la société.

Conformément au règlement 2002-10 du CRC, ces immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon la méthode linéaire (de 3 à 5 ans pour les immobilisations incorporelles, de 2 à 10 ans pour les immobilisations corporelles), jusqu'à leur valeur résiduelle le cas échéant.

Dans le cas présent, l'application de ce règlement n'a pas d'impact dans les comptes de notre société, car la valeur résiduelle de ces immobilisations est nulle.

1.3. Immobilisations Financières. — Les titres de participation ont toujours été comptabilisés au prix de revient. A la clôture de l'exercice, afin de déterminer les dépréciations éventuelles, il était procédé à une évaluation des titres de participation sur la base de l'actif net financier. Lorsque l'actif net financier était inférieur au prix de revient, une dépréciation égale à la différence était comptabilisée.

Cependant, la fin de l'année 2007 a été marquée par un évènement significatif pour la filiale DaimlerChrysler Fleet Management.

En effet, courant 2007, le Management de DaimlerChrysler Fleet Management a travaillé sur un business plan « Stand Alone » de l'entreprise.

Ce business plan a été présenté à LeasePlan France lorsque son actionnaire en Hollande a directement pris contact avec notre maison mère en Allemagne. Dès lors, l'intérêt du groupe LeasePlan n'a cessé de croître.

Les contacts pris fin d'année 2007 entre le groupe LeasePlan et Daimler se sont progressivement concrétisés vers une cession de DaimlerChrysler Fleet Management par Daimler au profit de LeasePlan France.

La cession a été signée le 27 février 2008 et rendue publique le 18 mars 2008. Elle reste cependant soumise aux approbations de l'organisme antitrust français, ainsi qu'à la banque centrale néerlandaise.

Les titres DaimlerChrysler Fleet Management ont été évalués au 31 décembre 2007 dans le contexte de cette éventuelle cession en 2008.

1.4. Provisions. — Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

1.5. Définition, comptabilisation et évaluation des autres actifs :

— Commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de crédit : Les commissions générées en 2007 sont constatées directement en charges, dans le poste « Commissions » du compte de résultat.

— Commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de location et de crédit-bail : Ces charges font partie du coût d'acquisition de nos contrats de financement de crédit bail et de location.

DCFS applique le règlement comptable, en intégrant ces commissions dans la valeur brute des immobilisations.

1.6. Créances et traitement comptable du risque de crédit. — Le Règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif au traitement comptable du risque de crédit, est applicable à compter du 1er janvier 2003, à l'exception de l'article 13 dudit règlement applicable au 1er janvier 2005. Ce règlement précise le classement des créances douteuses au bilan et le traitement des créances restructurées à des conditions hors marché.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la société de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal.

Le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur le débiteur.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le produit net bancaire.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et le plus bas du taux de marché ou des conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restante à courir.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat, et au plus tard un an après la classification en encours douteux.

L'article 13 du Règlement n° 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 novembre 2005, modifiant le Règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit, précise que les établissements assujettis doivent « enregistrer les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. [...] En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ».

Notre société a réalisé l'étude et les calculs d'actualisation de ses dépréciations. L'impact sur le stock des dépréciations étant non significatif, il n'a pas été comptabilisé dans les comptes 2007.

## 2. – Détail de certains postes du bilan et du compte de résultat.

### 2.1. Bilan actif (en milliers d'euros 1 878 928) :

2.1.1. Créances sur les Etablissements de Crédit : L'ensemble des créances sur les établissements de crédit présente une échéance inférieure à trois mois.

2.1.2. Créances sur la clientèle :

Encours crédit - segmentation par durée résiduelle :

	Durée résiduelle				31/12/2007
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	27 000	329 829	152 580	148	509 557
Dont Encours restructurés hors marché	0	0	0	0	0
Encours douteux	17	44 064	3 686	0	47 767
Dépréciations sur encours douteux	2	6 758	301	0	7 061
Taux de dépréciations	11,8%	15,3%	8,2%		14,8%

Créances impayées segmentation :

	Total 31/12/2007
Créances rattachées	4 102
Créances douteuses	97
Dépréciations sur créances douteuses	70
Taux de dépréciations	72,9%
Créances Douteuses compromises	5 454
Dépréciations sur créances douteuses compromises	4 755
Taux de dépréciations	87,2%

Dans le cas de restructurations conclues à des conditions plus avantageuses, l'incidence potentielle du calcul de décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine n'est pas significative.

### 2.1.3. Segmentation des encours crédits et des créances impayées sur la clientèle :

— Segmentation par type clientèle :

31/12/2007 (En milliers d'euros)	Retail		Corporate		Total
	Individuals	Small Business	Fleet	Dealer	
Crédit sain	181 337	33 139	30 754	264 327	509 557
Dont Encours restructurés hors marché	0%	0%	0%	0%	0
	36%	7%	6%	51%	100%
Douteux :					
Crédit douteux	2 162	497	179	43 739	46 577
Dépréciations sur encours douteux	137	27	16	6 727	6 907
Taux de dépréciations	6,3%	5,4%	8,9%	15,4%	14,8%
Créances douteuses	73	17	6	0	97
Dépréciations sur créances douteuses	56	8	6	0	70
Taux de dépréciations	76,7%	47,0%	100,0%	0,0%	72,2%
Total Crédit et Créances Douteux	2 235	514	185	43 739	46 674
Dépréciations sur contrats douteux	193	35	22	6 727	6 977



				Brute	Nette					
Entreprises à caractère non financier (Sociétés de services)										
DaimlerChrysler Fleet Management SAS	11 180	-17 540	100%	50 000	13 832	0	0	67 908	-5 771	0
Mercedes Benz Charterway SAS	760	744	50%	2 287	2 287	0	0	71 873	59	0

L'année 2007 a été marquée par un évènement significatif pour la filiale DaimlerChrysler Fleet Management.

Courant 2007, le Management de DaimlerChrysler Fleet Management a travaillé sur un business plan « Stand Alone » de l'entreprise.

Ce business plan a été présenté à LeasePlan France lorsque son actionnaire en Hollande a directement pris contact avec notre maison mère en Allemagne. Les contacts pris fin d'année 2007 entre le Groupe LeasePlan et Daimler se sont progressivement concrétisés vers une cession de DaimlerChrysler Fleet Management par Daimler au profit de LeasePlan France.

La cession a été signée le 27 février 2008 et rendue publique le 18 mars 2008. Elle reste cependant soumise aux approbations de l'organisme antitrust français, ainsi qu'à la banque centrale néerlandaise.

Les titres DaimlerChrysler Fleet Management ont été évalués au 31 décembre 2007 dans le contexte de cette éventuelle cession en 2008.

La société Mercedes-Benz Financial services France a procédé :

— d'une part à la reprise de provision de 2006 destinée à couvrir la situation nette négative de sa filiale, pour un montant de 19 264 milliers d'euros, et  
— d'autre part à une dotation aux provisions pour dépréciation des titres de 10 668 milliers d'euros, ramenant ainsi la valeur nette comptable de DaimlerChrysler Fleet Management à 13 832 milliers d'euros.

2.1.7. Crédit Bail et opérations assimilées : Ces immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Sous cette rubrique, sont repris les véhicules ayant fait l'objet de contrats de crédit-bail ou assimilés au profit de la clientèle, ainsi que les créances douteuses et créances rattachées à ce type d'opération.

Les mouvements ayant affecté ce poste au cours de la période s'établissent comme suit

(En milliers d'euros)	Crédit-bail & Location avec Option d'Achat	Location
<b>A. Immobilisations</b>		
Montants bruts au 1er janvier 2007	1 151 851	551 453
Acquisitions	465 773	215 134
Incorporation des Commissions versées au réseau en 2007	15 617	1 660
Cessions	-362 451	-206 882
Montants bruts au 31 décembre 2007	1 270 790	561 365
<b>B. Amortissements</b>		
Montants au 1er janvier 2007	386 794	214 474
Dotations de l'exercice aux amortissements	233 443	111 804
Incorporation des dotations de l'exercice aux amortissements des commissions versées au réseau en 2007	12 725	1 723
Reprises relatives aux cessions	-204 632	-98 803
Montants au 31 décembre 2007	428 330	229 198
<b>C. Soldes nets des immobilisations</b>	842 460	332 167
<b>D. Dépréciations</b>	-7 043	-2 747
<b>E. Immobilisations en cours</b>	0	30 784
<b>F. Créances douteuses</b>		
Montant brut au 31 décembre 2007	13 112	2 770
Dépréciations sur Créances Douteuses	-10 675	-2 073
Montant net	2 437	697
<b>G. Créances rattachées (Y compris les impayés de moins de trois mois)</b>	5 231	50 708
<b>Totaux figurant au bilan</b>	843 085	411 609

Amortissements Fiscaux : En 2007, la fourchette de dotations aux amortissements calculée pour la population des actifs concernés s'élève à 34 394 milliers d'euros.

Amortissements 31/12/2007	Dotation minimum	Dotation maximum
Population mode dégressif	305 317	339 711
		34 394

Sur l'exercice 2007, la société a procédé à une dotation complémentaire correspondant à un coefficient de saupoudrage égal à 99.87 % du maximum autorisé.

2.1.8. Dépréciations sur Créances Douteuses et Douteuses Compromises :

(En milliers d'euros)	Opérations de Crédit Bail - Opérations assimilées et Location				
	01/01/2007	Dotations	Reprises	Reclassement de Dépréciations sur Encours Douteux à Dépréciations sur Créances Douteuses	31/12/2007
Dépréciations sur Créances Douteuses et Douteuses Compromises	12 967	956	-1 251	76	12 748
Total	12 967	956	-1 251	76	12 748

2.1.9. Segmentation des Créances et Provisions sur Créances :

— Créances douteuses – segmentation :

Au 31/12/2007 (En Milliers d'euros)	Crédit Bail & Location avec Option d'achat	Location
Créances impayées		
Créances douteuses	355	44
Dépréciations sur créances douteuses	294	40
Taux de dépréciations sur créances douteuses	82,8%	90,9%
Créances douteuses compromises	12 758	2 725
Dépréciations sur créances douteuses compromises	10 381	2 033
Taux de dépréciations sur créances douteuses compromises	81,4%	74,6%

2.1.10. Autres actifs :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Créances sur l'Etat	17 085	8 757
Avances, acomptes		116
Au Personnel et aux Fournisseurs		
Autres	129	195
Total	17 214	9 068

Le poste « Créances sur l'Etat » comprend principalement un crédit de TVA relatif au quatrième trimestre 2007, pour un montant de 13 267 milliers d'euros, et une demande de dégrèvement de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée 2007 dégageée au cours de l'exercice.

2.1.11. Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Charges constatées d'avance	537	309
Divers	305	28
Total	842	337

2.2. Bilan passif (en milliers d'euros 1 878 928) :

2.2.1. Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Entreprises Liées	Autres	Total	Entreprises Liées	Autres	Total
Comptes à vue		128	128		40 351	40 351

Emprunts		1 145 000	1 145 000		1 205 000	1 205 000
Intérêts courus		7 487	7 487		7 129	7 129
Total		1 152 615	1 152 615		1 252 480	1 252 480

Les emprunts au 31 décembre 2007, de 1 145 000 milliers d'euros, ont été conclus majoritairement auprès d'établissements de crédit locaux. Les échéances des emprunts sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Moins de trois mois	135 000	85 000
De trois mois à un an	285 000	410 000
De un an à cinq ans	725 000	710 000
Total	1 145 000	1 205 000

Les intérêts courus afférents aux capitaux empruntés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à un an.

#### 2.2.2. Comptes créditeurs avec la Clientèle :

— Comptes créditeurs à terme avec les entreprises liées :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur nominale	330 000	110 000
Intérêts courus	2 513	1 523
Total	332 513	111 523

Les échéances des emprunts sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Moins de trois mois	150 000	0
De trois mois à un an	110 000	60 000
De un an à cinq ans	70 000	50 000
Total	330 000	110 000

Les intérêts courus afférents aux capitaux empruntés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à un an.

— Autres Comptes créditeurs avec la Clientèle : Les autres comptes créditeurs, pour un montant total de 44 290 milliers d'euros, se décomposent comme suit :

- 39 351 milliers d'euros, correspondant à des comptes ordinaires créditeurs, avec une entreprise liée, Daimler AG, reflétant les opérations de cash-pooling Groupe,
- 4 939 milliers d'euros correspondant aux Clients créditeurs.

#### 2.2.3. Autres passifs :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	6 657	5 645
Dettes fiscales et sociales	9 646	10 502
Dettes fiscales Groupe Daimler Holding France	1 746	9 437
Comptes Intragroupe MB (MBF, Réseau et Daimler Coordination Center)	83 231	72 113
Autres Fournisseurs hors Groupe	8 623	14 329
Primes de Fidélité à verser	12 819	10 180
Total	122 722	122 206

Les dépôts de garantie sont versés par les locataires de véhicules, dans le cadre des opérations de crédit-bail et de location, pour une durée maximale de soixante mois.

La société étant placée sous le régime de l'intégration fiscale de Daimler Holding France, la dette fiscale de 1 746 milliers d'euros correspond à la charge d'impôt courant 2007.

Les dettes à l'égard des entreprises liées sont constituées des dettes intragroupes, vis-à-vis du constructeur Mercedes-Benz France et des autres entités rattachées.

Elles représentent la situation nette des positions « vendeurs ».

Les autres postes présentent une exigibilité inférieure à trois mois.

## 2.2.4. Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Produits constatés d'avance (Cut-off)	18 435	18 367
Comptes de régularisation et créditeurs divers	0	306
Total	18 435	18 673

## 2.2.5. Provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2006	Dotations	Reprises Non utilisées	Reprises Utilisées	31/12/2007
Retraite	193		-66		127
Médaille du travail	162		-40		122
Risque sur Situation nette négative DCFM	19 264		-19 264		0
Risque sur suspens « Intercompagnie » entre Mercedes-Benz France Groupe et MBFS France	713				713
Risques sur valeurs résiduelles	6 940	364	-967		6 337
Risques sur migration 2001	161				161
Risques sur écarts entre Gestion – comptabilité	132	62	-59		135
Charges sur activité Locataires	384		-384		
Charges stock options	245	663	-168		740
Autres risques		281			281
Total	28 194	1 370	-20 948	0	8 616

Provisions pour Retraite et pour Médaille du Travail : La provision pour Indemnités de départ à la retraite est basée sur la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn over et de survie.

Une provision pour Médaille du travail a également été calculée à partir des mêmes critères.

Risques sur migration informatique : Les provisions 2003 comprenaient les provisions 2001 et 2002 liées aux risques et incertitudes relatifs au paramétrage de certains événements de gestion et schémas comptables découlant de la migration réalisée fin 2001 des systèmes informatiques comptable et de gestion sur une nouvelle plate-forme.

Un suivi des chantiers comptables conduit la société à reprendre au fur et à mesure des provisions restantes destinées à couvrir les imprévus découlant de l'analyse des dernières populations de suspens.

Risques sur suspens « intercompagnie » entre Mercedes-Benz France et Mercedes-Benz Financial Services France : Un chantier comptable relatif aux suspens « intercompagnie » a été mené en 2005 et a abouti à des décisions de gestion pour le traitement des points ouverts. Mercedes-Benz Financial Services France a apuré ces flux au 31.12.2005. Cette provision est destinée à couvrir le risque résiduel existant toujours au 31.12.2007 dans les comptes de Mercedes-Benz France.

Risques sur écarts entre les systèmes de gestion et le système comptable : Une provision avait été constituée en 2004, pour couvrir les écarts sur les valeurs brutes d'immobilisations, entre les systèmes d'information de gestion et de comptabilité, selon une méthode de calcul couvrant les écarts individuels, contrat par contrat. L'analyse régulière mensuelle des immobilisations permet le traitement des suspens et le suivi régulier des écarts tout au long de l'année 2007.

Risques sur valeurs résiduelles : La règle de provisionnement sur les valeurs résiduelles est identique à celle de l'année 2006.

La provision est constatée pour les valeurs finales locatives couvertes par des concessionnaires douteux ou litigieux.

Risques sur situation nette négative de la filiale DaimlerChrysler Fleet Management : La provision constituée en 2006 pour couvrir la situation nette négative de la filiale a été intégralement reprise en 2007.

Les événements marquants en 2007 relatifs à notre filiale sont détaillés au paragraphe 2.1.6.

2.2.6. Dettes subordonnées : Les emprunts subordonnés ont été consentis en totalité par Daimler Holding France, afin de satisfaire aux contraintes réglementaires en matière de fonds propres.

Ces emprunts sont libellés en euros et sont indexés sur le TAG (Taux Annuel Glissant).

Leur remboursement par anticipation n'est possible qu'avec l'accord préalable de la Commission Bancaire.

Il est stipulé, qu'en cas de liquidation de l'emprunteur, les prêts subordonnés seront remboursés après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

Les dispositions susmentionnées sont conformes au règlement n°91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

Le montant des emprunts subordonnés s'élève à :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur nominale	69 090	54 090
	69 090	54 090

Un nouveau prêt subordonné a été contracté entre Daimler AG et Mercedes-Benz Financial Services France en février 2007, pour un montant de 15 millions d'euros et pour une durée de 6 ans.

Les échéances de la dette subordonnée s'établissent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Moins de trois mois		
De trois mois à un an		
De un an à cinq ans	51 956	28 356
Plus de cinq ans	17 134	25 734
Total	69 090	54 090

Les intérêts courus afférents aux emprunts subordonnés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à trois mois.

2.2.7. Capital souscrit versé : L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 avril 2007 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme totale de 14 999 990.68 euros pour le porter de 148 000 000 euros à 162 999 990.68 euros et aux fins d'arrondissement, d'accepter de prélever la somme de 9.32 euros sur le compte « Prime de fusion » pour porter le capital ainsi augmenté de 162 999 990.68 euros à 163 000 000 euros.

Cette augmentation a été réalisée par l'émission de 983 935 actions nouvelles d'une valeur nominale de 15.2449 euros chacune.

Au 31 décembre 2007, le capital social s'élève à 163 millions d'euros, divisé en 10 692 092 actions intégralement souscrites et entièrement libérées.

	31/12/2006	Augmentation	Affectation résultat 2006	Résultat 2007	31/12/2007
Capital social	148 000	15 000	0	0	163 000
Prime de fusion	33	0	0	0	33
Réserve légale	0	0	0	0	0
Report à nouveau	-51 774	0	8 262	0	-43 512
Résultat de l'exercice	8 262	0	-8 262	10 992	10 992
Totaux	104 521	15 000	0	10 992	130 513

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2007 se solde donc par un bénéfice égal à 10 991 964 euros que le Conseil d'Administration propose d'affecter au report à nouveau.

2.2.8. Identité de la société consolidante : Les états financiers de la société sont consolidés dans un premier temps dans le palier de Daimler Financial Services AG, société de droit allemand, puis dans le palier de Daimler AG.

Les actions sont détenues par Mercedes-Benz France Holding.

La valeur nominale de l'action est égale à 15,2449 euros.

2.3. Compte de résultat :

2.3.1 Intérêts et produits assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts liés à l'activité Financement Stock Concessionnaires	17 013	12 225
Intérêts et produits de Crédits de Trésorerie	17 782	16 922
Autres produits assimilés avec la clientèle	3 762	3 713
Intérêts s/comptes ordinaires débiteurs	551	
Produits sur instruments de taux d'intérêt	5 328	5 432
Part Intérêts du coût du risque sur opérations avec la clientèle	16	0
Total	44 452	38 292

2.3.2. Intérêts et charges assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts et charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	54 396	41 681
Intérêts s/comptes ordinaires créditeurs	1 161	0
Charges sur instruments de taux d'intérêt	3 992	6 916
Charges sur dettes subordonnées	2 531	2 110
Part Intérêts du coût du risque sur opérations avec la clientèle	0	46
Total	62 080	50 753

## 2.3.3. Commissions :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Produits de Commissions	84	1 095
Charges de Commissions	6 385	4 510

Les charges de commissions comprennent surtout les commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de crédit, à hauteur de 6 060 milliers d'euros.

En effet, depuis le 1er janvier 2005, notre société a appliqué le nouveau Règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

L'impact comptable est l'arrêt de l'étalement de ces charges relatives aux contrats de financement de crédit.

## 2.3.4. Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Autres Produits d'Exploitation bancaire	14 075	11 206
Autres Charges d'Exploitation bancaire	65	

Conformément au nouveau Règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, pour les charges faisant partie du coût d'acquisition de nos contrats de financement de crédit bail et de location, Mercedes Benz Financial Services France a arrêté de comptabiliser le transfert de charges et leur étalement.

Depuis le 1er janvier 2005, ces commissions sont incluses dans la valeur brute et les dotations aux amortissements en 2007 sont comptabilisées dans la rubrique « Charges sur opérations de crédit bail » et « Charges sur opérations de location simple ».

L'évolution des autres produits d'exploitation bancaire est principalement due à une augmentation des produits d'assurance de nos contrats.

## 2.3.5. Frais de personnel :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Salaires et traitements	9 658	9 323
Charges de retraite	808	758
Autres charges sociales	3 387	3 223
Impôts sur rémunérations	502	492
Total	14 355	13 796

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ouverts au titre du « Droit Individuel à la Formation » s'élève à 12 476, dont 158 heures acceptées et effectuées (soit 6 demandes).

## 2.3.6. Provisions :

(En milliers d'euros)	31.12.2007	31.12.2006
Dotations	1 370	23 776
Reclassement Provision pour Situation nette négative de DCFM *	19 264	-19 264
Reprises	-20 948	-2 125
Net	-314	2 387

L'analyse de l'évolution des provisions pour risques et charges est détaillée au paragraphe 2.2.5.

La provision constituée en 2006 et destinée à couvrir la situation nette négative de DaimlerChrysler Fleet Management a été intégralement reprise en 2007.

La reprise de provision est reclassée dans le poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

## 2.3.7. Coût du risque :

<b>En milliers d'euros (Charge « - » ; Profit « + »)</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Dotations et Reprises Nettes de Dépréciations		
Sur créances douteuses	626	1 308
Sur encours douteux	2 074	-93
Retraitement Part Intérêts du Coût du Risque dans le PNB	-34	231
Pertes et Profits sur Créances	-7 292	-6 141
Dotations et Reprises de Provisions	315	-2 396
Affectation Reprise de Provision utilisée	0	0
<b>Total</b>	<b>-4 311</b>	<b>-7 091</b>

Le coût du risque comprend les dépréciations sur encours douteux ainsi qu'une fraction des éléments suivants : dotations et reprises sur créances douteuses, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations de créances amorties.

Cette quote-part a été déterminée par comparaison des ventilations entre Capital et Intérêts des soldes de provisions sur créances douteuses entre 2006 et 2007.

La part relative au capital a été portée en coût du risque; la partie relative aux intérêts a été classée, en fonction du produit financier, sur les différentes composantes du Produit Net Bancaire.

2.3.8. Situation fiscale : La société est placée sous le régime de l'intégration fiscale de Daimler Holding France depuis janvier 1997.

Le résultat fiscal 2007 est un bénéfice de 5 146 milliers d'euros, contre un bénéfice fiscal de 47 775 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Ceci a conduit la société à constater une charge d'impôt de 1 746 milliers d'euros.

2.3.9. Personnel :

L'effectif moyen par catégorie de personnel se ventile comme suit :

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Cadres	133	137
Agents de Maîtrise	56	57
Employés	0	0
Apprentis et Contrats de Qualification	4	3
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>197</b>

2.3.10. Rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et dirigeants : La Société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

2.3.11. Gains ou pertes sur actifs immobilisés : La dépréciation des titres DCFM au 31 Décembre 2007 dans les comptes de notre société a été actualisée par une dotation de 10 668 milliers d'Euros, ramenant ainsi la valeur comptable nette des titres à 13 832 milliers d'Euros.

De plus, la société a fait une reprise de la provision de 19 264 milliers d'euros, destinée en 2006 à couvrir la situation nette négative de la filiale DaimlerChrysler Fleet Management.

2.3.12. Ventilation des produits bancaires :

La ventilation des produits bancaires par activité est la suivante :

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>% du CA</b>
Intérêts de crédit	38 088	8,23%
Produits sur opérations de crédit-bail	303 557	65,58%
Produits sur opérations de location simple	106 770	23,07%
Autres produits d'exploitation bancaire	13 583	2,93%
Autres produits divers	896	0,19%
<b>Total</b>	<b>462 894</b>	<b>100%</b>

La nature de la clientèle se décompose de la manière suivante :

<b>En milliers d'euros</b>	<b>31.12.2007</b>	<b>Entreprises</b>	<b>Particuliers</b>	<b>Artisans/ commerçants</b>
Intérêts de crédit	38 088	8 911	24 497	4 680
Produits sur opérations de crédit-bail	303 557	164 898	102 365	36 294

Produits sur opérations de location simple	106 770	83 257	20 962	2 551
Total	448 415	257 066	147 824	43 525

Les produits bancaires sont essentiellement réalisés en France.

#### 2.4. Engagements hors bilan :

2.4.1. Engagements de financement : Au 31 décembre 2007, les Engagements de financement donnés représentent la différence entre les lignes d'autorisations et les encours au bilan pour l'activité Financement Stock Concessionnaires, et s'élèvent à 173 022 milliers d'euros.

2.4.2. Engagements de garantie : Au 31 décembre 2007, les Engagements de garantie reçus de Mercedes Benz SAS et des Concessionnaires s'élèvent à 311 175 milliers d'euros, se décomposant comme suit :

— 117 041 milliers d'euros au titre de l'engagement sur les valeurs résiduelles des contrats, et

— 194 134 milliers d'euros au titre de la quote-part de l'engagement sur l'encours du Financement Stock Concessionnaires.

2.4.3. Engagements sur instruments financiers à terme : Ces engagements correspondent à des opérations de couverture du risque de taux.

(En milliers d'euros)	31.12.2007	31.12.2006
Engagements sur instruments financiers		
Swaps	170 000	175 000
Caps, Floors et Collars	0	0
	170 000	175 000

Les durées restant à courir au 31.12.2007 sont :

(En milliers d'euros)	31/12/2007
Moins de trois mois	85 000
De trois mois à un an	25 000
Plus d'un an	60 000
Total	170 000

2.4.4. Autres engagements. — Néant.

### 3. – Informations sur les produits dérivés.

Mercedes-Benz Financial Services ne conclut des opérations de produits dérivés qu'à titre de macro-couverture, afin de réduire globalement le risque d'exposition au risque de taux d'intérêt.

3.1. Politique de couverture. — L'exposition au risque de variation de taux d'intérêt est pilotée par le Groupe, par zone monétaire : Euro, Sterling, US dollar ...

L'année 2007 se scinde en deux : un premier semestre fortement haussier sur les taux, et sur toute la courbe (translation uniforme vers le haut), puis un deuxième semestre marqué par la crise du subprime avec une hiérarchie des taux inversée et, surtout, une crise de liquidités entre banques.

Après une brève tentative en début d'année de profiter de la hausse des taux (en ouvrant un gap au passif), le groupe a préféré fermer toutes les positions avec l'apparition de la crise du subprime.

La méthodologie de calcul du taux d'exposition rapporte la moyenne des emplois non couverts sur 12 mois, de M+1 à M +13, au bilan d'arrêté.

A fin décembre 2007, cet indicateur est de 3,3% pour la première année, 3,1% pour la seconde, 2,5% pour la troisième, pour un objectif de 0%.

A fin décembre 2006, ils étaient respectivement de -3,9%, -7,2% et 1,1%.

L'objectif d'une exposition neutre en taux se poursuit début 2008.

3.2. Informations sur les instruments dérivés. — La prise de taux fixe s'est effectuée principalement par des emprunts à taux fixe, donc sans nécessité de conclure des swaps.

Leur valorisation a par ailleurs progressé, du fait de la hausse des taux.

(En millions d'euros)		
Au 31 décembre 2004	310	-0,608
Au 31 décembre 2005	250	0,428
Au 31 décembre 2006	175	1,844
Au 31 décembre 2007	170	1,433

### 4. – Autres informations.

4.1. Engagements reçus du groupe. — Néant.

4.2. Mise à disposition du rapport de gestion. — Le rapport de gestion du conseil d'administration arrêtant les comptes annuels au 31 décembre 2007 est mis à la disposition du public au siège de la société à l'adresse suivante :

Mercedes-Benz Financial Services France S.A.  
9, rue de Chaponval ZAC du Cornouiller 78870 Bailly.

4.3. Evénements postérieurs à la clôture. — Suite à un changement de stratégie sur le marché français de la société Mercedes-Benz Financial Services, notre filiale DaimlerChrysler Fleet Management a été cédée, selon un accord de cession signé le 27 février 2008, au groupe LeasePlan, l'un des acteurs majeurs internationaux de la location longue durée et leader sur le marché en Europe.

La clôture de cette transaction doit intervenir au deuxième trimestre 2008 et permettre à LeasePlan d'intégrer progressivement les activités de DaimlerChrysler Fleet Management en apportant à la clientèle de cette dernière des synergies commerciales et opérationnelles s'appuyant notamment sur la complémentarité des réseaux partenaires nationaux et internationaux.

4.4. Résultat dilué par action. — Il n'existe pas d'actions potentielles ordinaires c'est à dire d'instruments financiers, ou toute autre forme de contrat, pouvant donner droit à leur détenteur, à des actions ordinaires, postérieurement à la clôture de l'exercice.  
Il n'a donc pas été calculé de résultat dilué par action.

#### Résultats.

Concernant les comptes sociaux de la société au cours des cinq derniers exercices (articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2003	2004	2005	2006	2007
Situation financière de fin d'exercice :					
Capital social dont versé	143 000 000	143 000 000	143 000 000	148 000 000	163 000 000
Nombre d'actions émises	8 527 436	9 380 179	9 380 179	9 708 157	10 692 092
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Résultat global des opérations effectuées :					
Chiffre d'affaires hors taxes	438 098 278	430 357 991	424 466 085	435 952 888	462 894 268
Résultat avant impôts, amortis. et provisions	351 367 328	349 611 860	344 117 722	376 328 148	376 113 724
Impôt sur les bénéfices				9 437 009	1 746 424
Résultat après impôts amortis. et provisions	3 829 214	11 005 838	3 569 642	8 262 076	10 991 964
Montant des bénéfices distribués					
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	37,45	37,27	36,69	37,79	35,01
Résultat après impôts amortis. et provisions	0,41	1,17	0,38	0,85	1,03
Dividende versé à chaque action					
Personnel :					
Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice	203	194	200	198	193
Montant de la masse salariale	9 694 476	9 239 733	9 384 375	9 322 712	9 658 003
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	4 255 247	3 968 359	4 017 257	3 980 799	4 195 262

### C. — Comptes consolidés.

#### I. — Bilan consolidé au 31 décembre 2007.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2007	31/12/2006
-------	------------	------------

Opérations interbancaires et assimilées	32 746	32 049
Opérations avec la clientèle	558 317	555 424
Opérations de Crédit bail et assimilées	1 310 736	1 222 996
Opérations de Location Simple	210 816	217 851
Obligations, Actions, Autres titres à revenu fixe et variable		
Participations, parts dans les entres liées, Autres titres détenus à LT		
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 630	4 510
Ecart d'acquisition		
Comptes de régularisation et actifs divers	20 803	13 365
<b>Total actif</b>	<b>2 138 048</b>	<b>2 046 195</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Opérations interbancaires et assimilées	1 160 078	1 427 664
Opérations avec la clientèle	597 923	274 870
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers	157 429	166 676
Provisions	15 838	17 156
Dettes subordonnées	69 224	54 096
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Intérêts minoritaires		
Passifs d'Impôts différés	3 485	
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)		
Capital	163 000	148 000
Réserves consolidées	-42 266	-30 823
Résultat de l'exercice	13 339	-11 444
<b>Total passif</b>	<b>2 138 048</b>	<b>2 046 195</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle (Concessionnaires)	173 022	100 370
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie :		
Garanties d'ordre de la clientèle		
Garanties reçues de la clientèle (DaimlerChrysler France SAS et le réseau)	332 189	363 888
Engagements sur instruments à terme :		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	190 000	245 000

## II. — Compte de résultat publiable consolidé au 31 décembre 2007

(En milliers d'euros.)

	<b>31/12/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
+ Intérêts et produits assimilés	157 783	144 408
- Intérêts et charges assimilés	-102 182	-88 128

+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	294	1 183
- Commissions (charges)	-8 497	-5 664
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	183 085	176 111
- Autres charges d'exploitation bancaire	-136 074	-150 716
+/- Marge brute des activités d'assurance		
+/- Produits nets des autres activités		
Produit net bancaire	94 409	77 193
- Charges générales d'exploitation	-65 085	-68 358
- Dotations aux amortissements et provisions	-1 701	-2 282
Résultat brut d'exploitation	27 623	6 553
+/- Coût du risque	-3 647	-9 779
Résultat d'exploitation	23 976	-3 226
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	48	-133
Résultat courant avant impôt	24 024	-3 359
+/- Résultat exceptionnel	-5 454	1 352
- Impôt sur les bénéfices	-1 746	-9 437
- Charge d'Impôts différés	-3 485	
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
+/- Dotations/reprises des fonds pour risques bancaires généraux		
+/- Intérêts minoritaires		
Résultat net - part du groupe	13 339	-11 444
Résultat par action	1,25	-1,22
Résultat dilué par action		

### III. — Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2007.

#### 1. – Principes de consolidation et périmètre.

1.1. Principes de consolidation. — Les comptes consolidés du groupe Mercedes-Benz Financial Services France S.A. ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements 99-07 et 2000-04 du Comité de la Réglementation Comptable. Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'Euros, avant affectation des résultats.

1.2. Périmètre de consolidation. — Toutes les sociétés du groupe sont comprises dans le périmètre de consolidation. La méthode d'intégration retenue est déterminée en fonction des notions de contrôle et d'influence exercées sur les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation.

	Nationalité	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
Entreprises non financières (Sociétés de services)				
Daimlerchrysler Fleet Management France S.A.S. Bâtiment D 225, Bureaux de la Colline 92213 saint Cloud N° Siret : 428 760 482 000 11	Française	100%	100%	Intégration globale
Mercedes-Benz Charterway S.A.S. Parc de Rocquencourt 78150 Rocquencourt N° Siret : 388 026 957 000 18	Française	50%	50%	Intégration proportionnelle

## II. – Méthodes de consolidation.

2.1. Opérations de crédit-bail et assimilées. — Le Règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable stipule que les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat, doivent figurer au bilan consolidé pour leur encours déterminé d'après la comptabilité financière.

Les opérations de location simple, présentant des caractéristiques proches de la location financière car bénéficiant d'un engagement de reprise par un tiers externe au contrat, sont traitées comme telles comptablement.

Les opérations de location sans option d'achat ou sans engagement de reprise sont traitées comme des opérations de location simple.

Alors que la comptabilité sociale est le reflet de la situation juridique créée par le contrat de crédit-bail et n'en retient que les aspects résultant du droit de propriété du bailleur sur le matériel donné en location, la comptabilité financière, quant à elle, privilégie l'approche économique et traite l'opération de crédit-bail comme un crédit accordé au locataire pour l'acquisition de son matériel.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière sont définis ci-après.

— Encours financier : A une date donnée, il est égal :

à la somme des valeurs actualisées, au taux du barème de location :

– des loyers hors taxes dus contractuellement,

– des valeurs résiduelles en fin de location.

– ou encore au prix d'achat hors taxe du matériel loué, déduction faite des amortissements financiers déjà pratiqués.

— Amortissement financier : Il est égal à la part du loyer hors taxes affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération du capital restant dû à un taux déterminé.

La valeur résiduelle complète, lors de la cession en fin de bail, l'amortissement financier.

— Résultat financier : Son montant est égal à la différence entre :

– le résultat brut d'exploitation après déduction de tous frais, provisions, pertes et profits exceptionnels,

– la dotation de l'exercice au compte d'amortissement financier du matériel,

– et les plus ou moins values de cessions financières dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des reventes de matériels contentieux.

2.2. Opérations de location longue durée. — Les opérations de location longue durée incluses dans le périmètre de consolidation font l'objet d'un traitement comptable en application du CRC 2002-10.

Le Règlement n°2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, prévoit les règles de comptabilisation et d'évaluation, selon lesquelles le montant amortissable d'un bien est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle.

Le plan d'amortissement traduit la répartition de la valeur amortissable selon le rythme de consommation des avantages économiques.

Le présent règlement s'applique notamment aux biens donnés en location longue durée de DCFM pour les comptes consolidés relatifs aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005.

La méthode retenue par le groupe est un amortissement linéaire calculé sur la durée du contrat de location longue durée avec une base d'amortissement correspondant à la valeur brute après déduction de la valeur résiduelle.

S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation (impairment test) doit être réalisé en fonction de la valeur actuelle de l'actif. L'article 322-1.4 du PCG prévoit ainsi qu'une dépréciation ne doit être constatée que si la valeur actuelle de l'immobilisation est devenue inférieure à sa valeur nette comptable. Une dépréciation doit être constatée sous réserve qu'elle soit significative (art.322-5.3 du PCG).

La valeur actuelle s'apprécie, conformément à l'article 322-1 du PCG, par référence à la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage.

La valeur vénale s'entend du montant qui pourrait être obtenu, à la date de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché.

La valeur d'usage est la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. D'autres critères tels que les flux nets de trésorerie futurs peuvent être retenus pour apprécier la valeur de l'actif à la clôture.

Le groupe a évalué la valeur actuelle des véhicules loués suivant les deux méthodes suivantes :

— La valeur vénale correspondant à la valeur de marché au 30 novembre 2007 pour tous les véhicules (hors véhicules bénéficiant d'un engagement de rachat par un tiers solvable), déduit des frais de remise en état estimés, en prenant comme valeur de référence une source externe (Argus Prevar).

— La valeur d'usage correspondant aux loyers résiduels actualisés auxquels s'ajoute la valeur résiduelle externe (Argus Prevar).

La perte de valeur ou « impairment » correspond à la différence entre la valeur nette comptable retraitée et la plus élevée des deux valeurs entre la valeur des cash-flows actualisés et la valeur de marché.

Le groupe a constaté sur l'exercice 2007 une provision pour dépréciation de 6 468 K€ (6 372 K€ pour le parc roulant et 96 K€ pour les véhicules en stock).

La provision pour dépréciation constatée au titre de l'exercice 2006, qui s'élevait à 16 413 K€, a été reprise dans son intégralité.

2.3. Frais d'acquisition des contrats :

— Commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de crédit : Les commissions générées en 2007 sont constatées directement en charges, dans le poste « Commissions » du compte de résultat.

— Commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de location et de crédit-bail : Ces charges font partie du coût d'acquisition de nos contrats de financement de crédit bail et de location et sont donc intégrées à la valeur brute des immobilisations.

2.4. Immobilisations à l'usage de l'entreprise. — Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur coût de revient interne, si ces immobilisations sont produites par la société.

Conformément au règlement 2002-10 du CRC, ces immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon la méthode linéaire (de 3 à 5 ans pour les immobilisations incorporelles, de 2 à 10 ans pour les immobilisations corporelles), jusqu'à leur valeur résiduelle le cas échéant.

2.5. Créances et Traitement comptable du Risque de Crédit. — Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la société de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal.

Le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur le débiteur.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le Produit Net Bancaire.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux compromis.

Si au moment de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote au sens de l'art. 6 du CRC 2002-03 modifié, la décote est enregistrée en coût du risque puis reprise en marge d'intérêts.

L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat, et au plus tard un an après la classification en encours douteux.

L'article 13 du Règlement n° 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 novembre 2005, modifiant le Règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit, précise que les établissements assujettis doivent «enregistrer les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. [...] En pratique, les flux provisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ».

Notre société a réalisé l'étude et les calculs d'actualisation de ses dépréciations. L'impact sur le stock des dépréciations étant non significatif, il n'a pas été comptabilisé dans les comptes 2007.

2.6. Ecart d'acquisition. — L'écart d'acquisition correspond au différentiel entre le coût d'acquisition des titres Mercedes-Benz CharterWay et la situation nette comptable de cette société au 31.12.1999, soit 1 792 419,70 euros avant amortissement. Cet écart est intégralement amorti depuis 2004.

2.7. Provisions. — Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les provisions comprennent notamment les provisions « métier » suivantes :

— La provision « maintenance et réparations » est destinée à compenser le décalage dans le temps existant entre le rattachement des produits du loyer entretien et les dépenses d'entretien exposés au cours des exercices ultérieurs, et ainsi à « linéariser » la marge entretien ;

— La provision « pneumatique » permet également de « linéariser » la marge sur la prestation pneumatique ;

Ces provisions s'appuient sur des estimations prudentes de marges provisionnelles constituées à partir des performances historiques, et des perspectives de rentabilité des contrats en cours, en tenant compte des aléas intrinsèques à ce type de prestation dont la rentabilité n'est connue qu'en fin de contrat.

2.8. Résultat courant. — Le résultat courant provient du résultat des activités dans lesquelles la société est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que des activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

2.9. Résultat exceptionnel. — Son montant est égal à la différence entre les charges et les produits à caractère exceptionnel. Les charges et produits exceptionnels résultent d'événements ou d'opérations clairement distincts de l'activité ordinaire de la société et ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

Cette rubrique comprend les éléments caractérisés par :

— Leur nature inhabituelle (hors du cadre des activités ordinaires),

— Leur qualification anormale dans le montant ou l'incidence, et

— Leur non fréquence.

### 3. – Détail de certains postes du bilan et du compte de résultat.

3.1. Bilan actif (en milliers d'euros) :

3.1.1. Créances sur les Etablissements de Crédit : L'ensemble des créances sur les établissements de crédit présente une échéance inférieure à trois mois.

3.1.2. Créances sur la clientèle : Les créances sur la clientèle, pour un montant total de 558 317 milliers d'euros, se décomposent comme suit :  
— 3 226 milliers d'euros, correspondant à des comptes ordinaires débiteurs, avec une entreprise liée, DC AG, reflétant les opérations de cash-pooling Groupe,

— 555 091 milliers d'euros, correspondant aux créances relatives aux contrats de crédit, selon le détail ci-dessous :

	Durée résiduelle				31/12/2007
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	27 000	329 829	152 580	148	509 557
Dont Encours restructurés hors marché	0	0	0	0	0
Encours douteux	17	44 064	3 686	0	47 767
Dépréciations sur encours douteux	2	6 758	301	0	7 061
Taux de dépréciations	11,8%	15,3%	8,2%		14,8%

Créances impayées segmentation :

	Total 31/12/2007
Créances rattachées	4 102
Créances douteuses	97
Dépréciations sur créances douteuses	70
Taux de dépréciations	72,9%
Créances Douteuses compromises	5 454

Dépréciations sur créances douteuses compromises	4 755
Taux de dépréciations	87,2%
Total encours	47 767
Total provisions s/encours	7 061
Total	40 706
Total créances	5 551
Total provisions s/créances	4 824
Total	727

## 3.1.3. Segmentation des encours crédits et des créances impayées sur la clientèle :

31/12/2007 (en milliers d'euros)	Retail		Corporate		Total
	Individuals	Small Business	Fleet	Dealer	
Crédit sain	181 337	33 139	30 754	264 327	509 557
Dont Encours restructurés hors marché	0%	0%	0%	0%	0
	36%	7%	6%	51%	100%
Douteux :					
Crédit douteux	2 162	497	179	43 739	46 577
Dépréciations sur encours douteux	137	27	16	6 727	6 907
Taux de dépréciations	6,3%	5,4%	8,9%	15,4%	14,8%
Créances douteuses	73	17	6	0	97
Dépréciations sur créances douteuses	56	8	6	0	70
Taux de dépréciations	76,7%	47,0%	100,0%	0,0%	72,2%
Total Crédit et Créances Douteux	2 235	514	185	43 739	46 674
Dépréciations sur contrats douteux	193	35	22	6 727	6 977
Taux de dépréciations	8,6%	6,8%	11,9%	15,4%	14,9%
Douteux compromis					
Crédit douteux compromis	1 094	43	53	0	1 190
Dépréciations sur encours douteux compromis	145	5	4	0	154
Taux de dépréciations	13,3%	11,6%	7,5%		12,9%
Créances douteuses compromises	3 590	839	1 025	0	5 454
Dépréciations sur créances douteuses compromises	3 060	744	951	0	4 755
Taux de dépréciations	85,2%	88,7%	92,9%		87,2%
Total Crédit et Créances Douteux compromis	4 684	882	1 078	0	6 644
Dépréciations sur contrats douteux compromis	3 205	749	955	0	4 908
Taux de dépréciations	68,4%	84,9%	88,6%		73,9%
Total encours					47 767
Total Provisions S/ Encours					7 061
Total					40 706
Total créances					5 551
Total provisions s/créances					4 825
Total					726

## 3.1.4. Dépréciations sur Créances sur la clientèle et Encours Douteux :

<b>Dépréciations sur Créances sur la clientèle (En milliers d'euros)</b>	<b>01/01/2007</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2007</b>
Dépréciations sur Encours Crédit Douteux et Douteux Compromis	9 361		-2 299	7 062
Dépréciations sur Créances Impayées Douteuses et Douteuses Compromises	5 105		-281	4 824
<b>Total</b>	<b>14 466</b>		<b>-2 580</b>	<b>11 886</b>

## 3.1.5. Immobilisations propres :

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Corporelles</b>	<b>Incorporelles</b>
<b>A. Immobilisations</b>		
Montants bruts au 1er janvier 2007	5 678	9 195
Acquisitions	950	1 198
Cessions	-676	-2
Montants bruts au 31 décembre 2007	5 952	10 391
<b>B. Amortissements</b>		
Montants au 1er janvier 2007	3 179	7 184
Dotations de l'exercice aux Amortissements	789	912
Reprises relatives aux cessions	-349	-2
Montants au 31 décembre 2007	3 619	8 094
<b>C. Soldes nets des immobilisations</b>	<b>2 333</b>	<b>2 297</b>

## 3.1.6. Opérations de Crédit-bail et assimilées et de Location Simple :

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Opérations de Crédit-bail et assimilées</b>
Opérations de Crédit Bail et assimilées	1 226 378
Opérations de Location Simple	210 816
Créances douteuses	
Montant brut	17 283
Dépréciations sur Créances Douteuses	
Montant net	-13 949
	3 334
Créances rattachées	81 024
<b>Total</b>	<b>1 521 552</b>

## 3.1.7. Segmentation des Créances et dépréciations sur Créances sur les opérations de Crédit Bail et de Location Simple :

<b>Au 31/12/2007 (En milliers d'euros)</b>	<b>Crédit Bail &amp; Opérations assimilées</b>	<b>Location</b>
Créances rattachées :		
Créances douteuses	927	873
Dépréciations sur créances douteuses	801	734
Taux de dépréciation sur créances douteuses	86,4%	84,1%
Créances douteuses compromises	15 483	0

Dépréciations sur créances douteuses compromises	12 414	0
Taux de dépréciation sur créances douteuses compromises	80,2%	

Dépréciations sur Créances Douteuses et Douteuses Compromises :

(En milliers d'euros)	01/01/2007	Dotations	Reprises	Reclassement de Provisions encours Douteux à Provisions Créances Douteuses	31/12/2007
Dépréciations sur Créances Douteuses et Douteuses Compromises	13 885	1 705	-1 717	76	13 949
Total	13 885	1 705	-1 717	76	13 949

Dans le cas de restructurations conclues du fait de la situation financière du débiteur, l'incidence potentielle du calcul de décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine, n'est pas significative.

3.1.8. Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31.12.2007	31.12.2006
Créances sur l'Etat	18 314	10 091
Charges constatées d'avance	776	1 363
Produits à recevoir et Divers	1 713	1 911
Total	20 803	13 365

3.2. Bilan passif (en milliers d'Euros)

3.2.1. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Comptes à vue		7 293	7 293		44 008	44 008
Emprunts		1 145 000	1 145 000		1 375 000	1 375 000
Intérêts courus		7 785	7 785		8 656	8 656
Total		1 160 078	1 160 078		1 427 664	1 427 664

Les emprunts au 31 décembre 2007 de 1 145 milliers d'euros ont été majoritairement conclus auprès d'établissements de crédit locaux. Les échéances des emprunts sont les suivantes :

	31/12/2007	31/12/2006
Moins de trois mois	135 000	165 000
De trois mois à un an	285 000	480 000
De un an à cinq ans	725 000	730 000
Total	1 145 000	1 375 000

Les intérêts courus afférents aux capitaux empruntés ne figurent pas dans ce tableau (leur exigibilité est inférieure à un an).

3.2.2. Comptes créditeurs avec la clientèle : Des emprunts d'une valeur totale de 550 millions d'euros, contractés auprès de sociétés non financières du Groupe Daimler, Daimler AG, Daimler Luxembourg Capital, Daimler Coordination Center, et Daimler Holding France, figurent sous cette rubrique. Les intérêts courus afférents s'élèvent à 3 632 milliers d'Euros.

Cette rubrique comprend également les comptes ordinaires créditeurs, à hauteur de 39 352 milliers d'euros, reflétant les opérations de cash-pooling avec le Groupe Daimler AG à Stuttgart.

Les autres opérations avec la clientèle correspondent aux Clients créditeurs, pour 4 939 milliers d'euros.

3.2.3. Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2007	31/12/2006
-----------------------	------------	------------

Comptes Intercompagnie (MBF, Réseau, et Daimler coordination center)	86 014	72 114
Dette fiscale Groupe Daimler Holding France	1 746	9 437
Dépôts de Garantie	9 861	8 460
Autres Fournisseurs hors groupe	14 246	29 996
Dettes sociales et fiscales	16 442	16 082
Produits constatés d'avance (Cut-off, et Primes de volume)	28 997	30 587
Autres dettes	123	8 460
<b>Total</b>	<b>157 429</b>	<b>166 676</b>

L'échéance de ces postes se situe à moins de trois mois.

Toutefois, le poste « produits constatés d'avance » comprend des Aides à la Vente versées par des entreprises liées, dont l'affectation est effectuée sur la durée de vie probable des contrats correspondants.

Il inclut également des primes de volumes accordées par les constructeurs et étalées sur la durée moyenne des contrats.

La société étant placée sous le régime de l'intégration fiscale de Daimler Holding France, la dette fiscale de 1 746 milliers d'euros correspond à la charge d'impôt courant 2007.

Les dettes à l'égard des entreprises liées sont constituées des dettes intra groupe, vis-à-vis du constructeur Mercedes-Benz France et des autres entités rattachées.

Elles représentent la situation nette des positions « vendeurs ».

#### 3.2.4. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2006	Dotations	Reprises	31/12/2007
Provisions pour retraite et Médaille du travail	432	9	-133	308
Provisions pour risques	8 476	818	-1 394	7 900
Provisions pour charges	8 248	1 237	-1 855	7 630
<b>Total</b>	<b>17 156</b>	<b>2 064</b>	<b>-3 382</b>	<b>15 838</b>

Provisions pour Retraite et pour Médaille du Travail : La provision pour Indemnités de départ à la retraite est basée sur la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratée. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

Une provision pour Médaille du travail a également été calculée à partir des mêmes critères.

Risques sur suspens « inter compagnie » entre Mercedes-Benz France et Mercedes-Benz Financial Services France (provision de 713 milliers d'Euros au 31 décembre 2007) : Un chantier comptable relatif aux suspens « inter compagnie » a été mené en 2005 et a abouti à des décisions de gestion pour le traitement des points ouverts. DaimlerChrysler Financial Services France a apuré ces flux au 31 décembre 2005. Cette provision est destinée à couvrir le risque résiduel existant toujours au 31 décembre 2007 dans les comptes de Mercedes-Benz France.

Risques sur valeurs résiduelles (provision de 6 337 milliers d'Euros au 31 décembre 2007) : La règle de provisionnement sur les valeurs résiduelles est identique à celle de l'année 2006.

La provision est constatée pour les valeurs finales locatives couvertes par des concessionnaires douteux ou litigieux.

Provisions pour charges de maintenance et de pneus (provision de 5 814 milliers d'Euros au 31 décembre 2007) : La provision pour maintenance des véhicules a diminué à hauteur de 473 milliers d'Euros et s'établit à 3 997 milliers d'Euros au 31 décembre 2007, tandis que la provision sur les pneumatiques a diminué de 436 milliers d'Euros pour s'établir à 1 817 milliers d'Euros au 31 décembre 2007.

3.2.5. Dettes subordonnées : Les emprunts subordonnés ont été consentis en totalité par Daimler Holding France, afin de satisfaire aux contraintes réglementaires en matière de fonds propres.

Ces emprunts sont libellés en euros et sont indexés sur le TAG (Taux Annuel Glissant).

Leur remboursement par anticipation n'est possible qu'avec l'accord préalable de la Commission Bancaire.

Il est stipulé qu'en cas de liquidation de l'emprunteur, les prêts subordonnés seront remboursés après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

Les dispositions susmentionnées sont conformes au règlement n°91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

Le montant des emprunts subordonnés s'élève à 69 090 milliers d'euros.

	31/12/2007	31/12/2006
Valeur nominale	69 090	54 090
	69 090	54 090

Un nouveau prêt subordonné a été contracté entre Daimler AG et Mercedes-Benz Financial Services France en février 2007, pour un montant de 15 millions d'euros et pour une durée de 6 ans.

Les échéances de la dette subordonnée s'établissent comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Moins de trois mois	0	0
De trois mois à un an	0	0
De un an à cinq ans	51 956	28 356
De plus de cinq ans	17 734	25 734
Total	69 090	54 090

Les intérêts courus afférents aux emprunts subordonnés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à trois mois.

3.2.6. Passifs d'impôts différés : La société a constaté au 31 décembre 2007 une charge d'impôt différé de 3 485 milliers d'euros, calculé sur l'entité mère uniquement.

Notre filiale DCFM, placée sous le régime de l'intégration fiscale, possède au 31 décembre 2007 un stock de créances d'impôts nul. En effet, les déficits fiscaux des années antérieures ainsi que l'économie d'impôt au 31 décembre 2007 ont été totalement transférés à Daimler France Holding, dans le contexte d'un évènement post-clôture la concernant. En effet, DCFM a été cédée, selon un accord de cession signé le 27 février 2008, au groupe LeasePlan. La charge citée ci-dessus correspond au montant net entre l'impôt différé passif relatif à la réserve latente de MBFS France et l'impôt différé actif dû aux différences fiscales temporaires de la même entité.

3.2.7. Variation des capitaux propres consolidés (hors FRBG) :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	Affectation résultat 2006	Augmentation capital	Résultat 2007	31/12/2007
Capital social	148 000	0	15 000	0	163 000
Réserves consolidées	-30 822	-11 444	0	0	-42 266
Résultat de l'exercice	-11 444	11 444	0	13 339	13 339
Totaux	105 734	0	15 000	13 339	134 073

3.3. Compte de résultat (en milliers d'euros) :

3.3.1 Intérêts et produits assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

Ce poste se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts liés à l'activité du Financement Stock Concessionnaires	17 013	12 225
Intérêts et produits de Crédits de Trésorerie	17 782	16 922
Autres produits assimilés avec la clientèle	3 735	3 248
Produits sur instruments de taux d'intérêt	6 355	7 473
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	112 882	104 540
Part Intérêts du coût du risque sur opérations avec la clientèle	16	0
Total	157 783	144 408

3.3.2. Intérêts et charges assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts et charges sur opérations de trésorerie et Interbancaires	65 040	49 979
Charges d'intérêts sur Titres de créances négociables	0	0
Charges sur instruments de taux d'intérêt	4 413	8 844
Charges sur dettes subordonnées	2 531	2 109
Part Intérêts du coût du risque sur opérations avec la clientèle	0	46
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	30 198	27 150
Total	102 182	88 128

3.3.3. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2007	31.12.2006
Produits de Commissions	294	1 183

Charges de Commissions	8 497	5 664
------------------------	-------	-------

Les charges de commissions comprennent surtout les commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de crédit, à hauteur de 6 060 milliers d'euros.

Auparavant, ces charges, le transfert de charges et leur étalement étaient inclus dans les postes « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

3.3.4. Autres produits et charges d'exploitation bancaire : Les postes « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire » comprennent essentiellement les produits et charges relatifs aux opérations de location longue durée.

3.3.5. Frais de personnel :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Salaires et traitements	13 949	13 742
Charges de retraites	2 414	2 386
Autres charges sociales	3 854	3 663
Impôts et taxes sur rémunérations	529	519
Total	20 746	20 310

3.3.6. Provisions :

En milliers d'Euros	31/12/2007	31/12/ 2006
Dotations	2 064	9 367
Reprises	-3 382	-4 898

Les principales variations sur les provisions sont commentées supra au paragraphe 3.2.4.

3.3.7. Contribution au résultat consolidé (en milliers d'euros) :

Société mère	16 358
Filiales	-3 019
Total	13 339

3.3.8. Personnel :

L'effectif moyen de l'entité consolidée se ventile par catégorie comme suit :

	2007		2006	
	Intégration Globale	Intégration Proportionnelle	Intégration Globale	Intégration Proportionnelle
Cadres	175	26	186	28
Agents de Maîtrise	77	19	84	20
Employés	2		2	
Apprentis et Contrats Qualification	4		4	
Total	258	45	276	48

Les montants mentionnés pour la filiale Mercedes-Benz Charterway représentent 100% de l'effectif.

3.3.9. Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction : En application des dispositions de l'article 24-18 du Décret du 29 novembre 1983, l'information à fournir dans la présente annexe portant sur les rémunérations allouées aux membres de l'organe d'administration n'est pas fournie car elle permet d'identifier la situation d'un membre déterminé dudit organe d'administration.

3.3.10. Coût du risque :

En milliers d'euros (Charge « - »; Profit « + »)	31.12.2007
Dotations et Reprises Nettes de Dépréciations	
Sur créances douteuses	344
Sur encours douteux	2 073

Retraitement Part Intérêts du Coût du Risque dans le PNB	-34
Pertes et Profits sur Créances	-7 356
Dotations et Reprises de Provisions	1 326
Total	-3 647

Le coût du risque comprend les provisions sur encours douteux ainsi qu'une fraction des éléments suivants : dotations et reprises sur créances douteuses, dotations et reprises sur provisions, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations de créances amorties.

Cette quote-part a été déterminée par comparaison des ventilations entre Capital et Intérêts des soldes de provisions sur créances douteuses entre 2006 et 2007.

La part relative au capital a été portée en coût du risque ; la partie relative aux intérêts a été classée, en fonction du produit financier, sur les différentes composantes du Produit Net Bancaire.

### 3.3.11. Ventilation des produits bancaires par activité :

La ventilation des produits bancaires par activité est la suivante :

(En milliers d'euros)	2007	%du CA
Intérêts de crédit	38 088	14,49%
Produits sur opérations de crédit-bail, assimilées et location	41 145	15,66%
Autres produits d'exploitation bancaire	182 559	69,46%
Autres produits divers	1 017	0,39%
Total	262 809	100,00%

Les produits bancaires sont réalisés en France.

### 3.3.12. Situation fiscale :

Des conventions d'intégration fiscale avec Daimler Holding France ont été signées dans les conditions suivantes :

	Date de signature de la convention d'intégration fiscale	Date d'application
Mercedes-Benz Financial services s.a.	17/12/1996	01/01/1997
Daimlerchrysler Services Fleet Management France S.A.S.	29/12/1999	01/01/2000
Mercedes-Benz Charterway S.A.S.	24/12/1995	(*) 25/12/1995

(\*) La société Mercedes-Benz Charterway a procédé à une transformation de structure juridique le 24.12.1995 pour passer d'une S.N.C. à une S.A.S.

Par ailleurs, le résultat fiscal 2007 est un bénéfice de 5 146 milliers d'Euros, contre un bénéfice fiscal de 47 775 milliers d'Euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Ceci a conduit la société à constater une charge d'impôt de 1 746 milliers d'euros en 2007.

3.3.13. Impôts différés : Le compte de résultat constate une charge d'impôt différé égale à 3 485 milliers d'euros, comme indiqué au paragraphe 3.2.6.

### 3.4. Engagements hors bilan :

3.4.1. Engagements de financement. — Au 31 décembre 2007, les Engagements de financement donnés représentent la différence entre les lignes d'autorisations et les encours au bilan pour l'activité Financement Stock Concessionnaires, et s'élèvent à 173 022 milliers d'euros.

3.4.2. Engagements de garantie. — Au 31 décembre 2007, les Engagements de garantie reçus de Mercedes-Benz France et des Concessionnaires s'élèvent à 332 189 milliers d'euros, se décomposant comme suit :

— 138 055 milliers d'euros au titre de l'engagement sur les valeurs résiduelles des contrats, et

— 194 134 milliers d'euros au titre de la quote-part de l'engagement sur l'encours du Financement Stock Concessionnaires.

3.4.3. Engagements sur instruments financiers à terme. — Ces engagements correspondent à des opérations de couverture du risque de taux.

(En milliers d'euros)	2007	2006
Engagements sur instruments financiers Swaps	190 000	245 000
Caps, Floors et Collars	0	0
	190 000	245 000

3.4.4. Autres engagements. — Néant.

## 4. – Informations sur les produits dérivés. (En milliers d'euros.)

Mercedes-Benz Financial Services ne conclut des opérations de produits dérivés qu'à titre de macro-couverture, afin de réduire globalement le risque d'exposition au risque de taux d'intérêt.

4.1. Politique de couverture. — L'exposition au risque de variation de taux d'intérêt est pilotée par le Groupe, par zone monétaire : Euro, Sterling, US dollar ...

L'année 2007 se scinde en deux : un premier semestre fortement haussier sur les taux, et sur toute la courbe (translation uniforme vers le haut), puis un deuxième semestre marqué par la crise du subprime avec une hiérarchie des taux inversée et, surtout, une crise de liquidités entre banques.

Après une brève tentative en début d'année de profiter de la hausse des taux (en ouvrant un gap au passif), le groupe a préféré fermer toutes les positions avec l'apparition de la crise du subprime.

La méthodologie de calcul du taux d'exposition rapporte la moyenne des emplois non couverts sur 12 mois, de M + 1 à M + 13, au bilan du mois d'arrêté. Les objectifs ALCO (Assets – Liabilities Committee) sont, avec l'accord de l'équipe ALM, calculés sur une base consolidée (MBFS et DCFM).

La raison en est que MBFS a accès au marché de la liquidité bancaire à un coût bien plus compétitif que DCFM, qui n'a pas de licence bancaire.

4.2. Informations sur les instruments dérivés. — La prise de taux fixe s'est effectuée principalement par des emprunts à taux fixe, sans nécessité de conclure des swaps.

Leur valorisation a par ailleurs progressé, du fait de la hausse des taux.

DCFM	MBFS		DCFM		Total	
	Notionnel (En M€)	Valorisation (En M€)	Notionnel (En M€)	Valorisation (En M€)	Notionnel (En M€)	Valorisation (En M€)
Au 31 décembre 2006	175	1,844	70	0,540	245	2,384
Au 31 décembre 2007	170	1,433	20	0,083	190	1,516

#### 5. – Autres informations.

5.1. Engagements reçus du Groupe. — Au 31 décembre 2007, Mercedes-Benz Financial Services France S.A. n'a reçu aucun engagement de la part des entreprises du groupe.

5.2. Engagements reçus d'établissements de crédit. — Néant.

5.3. Mise à disposition du rapport de gestion. — Le rapport de gestion du conseil d'administration arrêtant les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2007 est mis à la disposition du public au siège de la société à l'adresse suivante :

Mercedes Benz Financial Services France S.A.

9, rue de Chaponval, ZAC du Cornouiller, 78870 Bailly.

5.4. Evénements postérieurs à la clôture. — Suite à un changement de stratégie sur le marché français de la société Mercedes-Benz Financial Services, notre filiale DaimlerChrysler Fleet Management a été cédée, selon un accord de cession signé le 27 février 2008, au groupe LeasePlan, l'un des acteurs majeurs internationaux de la location longue durée et leader sur le marché en Europe.

La clôture de cette transaction doit intervenir au deuxième trimestre 2008 et permettre à LeasePlan d'intégrer progressivement les activités de DaimlerChrysler Fleet Management en apportant à la clientèle de cette dernière des synergies commerciales et opérationnelles s'appuyant notamment sur la complémentarité des réseaux partenaires nationaux et internationaux.

5.5. Résultat dilué par action. — Il n'existe pas d'actions potentielles ordinaires c'est à dire d'instruments financiers, ou tout autre forme de contrat, pouvant donner à leur détenteur, postérieurement à la clôture de l'exercice, droit à des actions ordinaires. Il n'a donc pas été calculé de résultat dilué par action.

**0809709**